



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

SAMEDI 4
DIMANCHE 5 MAI 1974
NUMERO 10 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

POUR L'AVENIR

Le 5 mai, les travailleurs ne donneront pas une voix aux Giscard et aux Chaban, ces candidats du patronat et de la banque.

Mais les travailleurs combattifs, doivent-ils pour autant voter dès le premier tour pour François Mitterrand ?

Nous voulons, chasser la droite. Nous pensons que c'est possible.

C'est pourquoi, nous appellerons au second tour à voter pour Mitterrand, massivement ; si toutefois, il ne passe pas entre-temps un compromis pourri avec un parti bourgeois.

Mais notre objectif ne se borne pas à chasser Giscard ou Chaban.

Nous voulons en finir avec le système actuel d'exploitation, d'oppression et de gabegie.

Nous voulons instaurer le socialisme. Et nous savons que c'est là l'espoir de millions de travailleurs et de jeunes.

A ceux-là, nous disons : peut-on faire confiance à Mitterrand et à ceux qui le soutiennent pour aller au socialisme ? Evidemment non !

Mitterrand est devenu socialiste, paraît-il. Mais quel genre de socialiste est-il devenu ?

A cette question, il répond lui-même sans détour, dans la profession de foi adressée à tous les électeurs :

« Je suis socialiste, en effet — affirme-t-il — comme le sont le chancelier Brandt, Kreisky en Autriche, Harold Wilson, Olaf Palme, etc. »

Autant dire : je ne suis pas socialiste du tout ; et même passablement anti-communiste !

Il y a 40 ans que des socialistes de ce type sont au pouvoir en Suède, et le capitalisme s'y porte à merveille !

La profession de foi de Mitterrand n'est pas une ruse de guerre. Ses déclarations, tout au long de cette campagne, confirment qu'il entend respecter l'économie de profit.

De même, il entend conserver les institutions de la V^{ème} République, issues du coup d'Etat du 13 mai 1958.

C'est réellement un socialiste à la Willy Brandt ou à la Wilson.

Les travailleurs auront à affronter son gouvernement, comme les travailleurs anglais, allemands et suédois affrontent aujourd'hui les leurs.

C'est pourquoi, s'il faut assurer au second tour, la victoire de Mitterrand contre la droite, il faut au premier lui porter un avertissement sérieux, à lui et aux organisations qui le soutiennent.

Le vote Mitterrand dès le premier tour, serait, qu'on le veuille ou non, un vote de confiance inconditionnel.

Mais si, par centaines de milliers, vous votez communiste révolutionnaire au premier tour, Mitterrand saura que les travailleurs les plus conscients, les plus actifs, se méfient de lui, le surveillent ; bref, qu'ils se tiennent prêts à se mobiliser et à mobiliser leurs camarades de travail pour imposer leurs revendications et marcher au socialisme.

Il importe que nous prenions ensemble cet engagement pour l'avenir.

C'est pourquoi, tous ceux qui veulent chasser l'équipe au pouvoir, sans donner un chèque en blanc à Mitterrand, ceux qui veulent la défaite de la réaction pour changer le monde et la vie, voteront communiste le 5 mai.

A.K.

VOTEZ COMMUNISTE VOTEZ KRIVINE



(p.4) INTERVIEW DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

(p.9) APRES LA DECLARATION DE GALLEY, QUATRE MARINS ARRETES A TOULON

LECTEURS, DIFFUSEURS, ATTENTION

Les contraintes horaires et les délais d'impression ne nous permettant pas de couvrir de façon satisfaisante les résultats électoraux, Le Quotidien Rouge ne paraîtra pas lundi matin. En revanche, vous le retrouverez dès le mardi 7 mai dans les kiosques habituels avec un numéro spécial d'analyse et de commentaires sur le premier tour.



SUR LES ELECTIONS

Depuis sa création, le Quotidien Rouge a reçu un abondant courrier. Dans nombre de ces lettres, une question revient régulièrement :

« Vos voix ne risquent-elles pas de causer la défaite de Mitterrand ? N'est-il pas possible que vous vous désistiez au dernier moment en faveur de la Gauche ? ».

Nous y répondons en page 3.

DESACCORD

Paris, le 30.4.74

Cher camarade Krivine,

● Quoique en désaccord complet avec votre optique révolutionnaire, j'aurais approuvé sans réticence votre candidature à la Présidence dans la mesure où elle vous permettait de vous exprimer publiquement et de forcer cette censure politique du Pouvoir qui relève du néo-fascisme. Mais à une condition : c'est qu'à la veille du 1er tour du scrutin vous vous désistiez publiquement pour le candidat commun de la gauche unie.(...)

Ne pensez-vous pas qu'une attitude « unitaire » de votre part (vous n'ignorez pas toute la valeur révolutionnaire psychologique et concrète contenue dans ce mot) peut nous débarrasser dès le 1er tour des ennemis du peuple et nous faire faire un grand bond en avant sur le chemin de la révolution socialiste et communiste ?

Vous sortirez grandi par ce geste car l'espoir du peuple vient de sa force unie mais aussi de l'exemple que lui donne ses militants.

Bien fraternellement
M.T. Paris 19é

DESISTEMENT

Camarade Krivine,

● Nous sommes quelques camarades qui, avant de t'écrire cette lettre avons bien réfléchi au problème de la candidature unique de la gauche, de la candidature et de celle de Lutte Ouvrière.

Nous pensons que si toi et Lutte Ouvrière maintenez votre candidature au premier tour, ça ne sert à rien, bien au contraire. Car, si un mouvement populaire peut l'emporter, c'est au premier tour et pas au deuxième. Car au deuxième, l'union se fera contre les forces progressistes et communistes, et ce n'est pas les voix que vous pourrez apporter à ce moment-là qui suffiront, alors qu'au premier tour elles peuvent être décisives.

Pour cette première raison tactique, nous te demandons de bien réfléchir et d'appuyer comme le PSU le candidat commun de la gauche.

Mais il y a d'autres raisons idéologiques. Nous pensons que pour être sûrs que le programme commun de la gauche soit appliqué, pour que la droite ne puisse pas tenter un coup de force, il faut que toi, Lutte Ouvrière et toutes les formations de gauche, vous appuyiez à fond et participiez effectivement à la victoire de la gauche. Si elle passe, c'est toute entière qu'elle gouvernera, avec tous ceux qui auront participé à sa victoire.

(...) Pour toutes ces raisons et en faisant confiance à ton analyse marxiste de la situation présente, nous espérons que tu réfléchiras et que tu apporteras ton soutien au candidat unique de la gauche, des forces progressistes. Pas un désistement tout simple, mais que tu viennes avec Lutte Ouvrière te battre également au côté de tous les camarades qui luttent déjà pour la réalisation de cette démocratie avancée l'étape vers le socialisme et que nous remportons ensemble la 1ère victoire qui se trouve être l'élection présidentielle.

Reçois notre salut fraternel
A.M., Y.E.
Aix en Provence

LE JEU DE LA MAJORITE

● Hier, je vous ai entendu à la télévision. C'est à croire que vous voulez faire le jeu de la majorité. Je m'explique brandir la tragédie du Chili vis-à-vis d'une possible élection de M. Mitterrand c'est desservir la cause de la gauche. Je suis un ouvrier de la région parisienne retraité en Bretagne dans une région rurale. Je vous assure les gens simples de par ici ont peur et sont hésitants à voter pour la gauche, ils ne sont pas satisfaits de la politique du gouvernement actuel mais ils ont peur du désordre et des émeutes, et beaucoup de petites gens en France sont dans le même état d'esprit et vous venez jeter de l'huile sur le feu.

Il y a des choses qu'il faut savoir faire pour arriver à ses fins, vous n'espérez pas devenir président dans l'immédiat pas plus que M.elle Arlette et Monsieur Piaget, les voix que vous allez récolter au 1er tour pourraient empêcher le leader de la gauche de passer de justesse, je le reconnais, mais il ne faut pas gaspiller la moindre chance de victoire de la classe ouvrière, voilà 45 ans que je l'attends, j'en ai 62. (...)

B.C.
Plözvet

QUESTION

Le 25 avril 1974

Camarades,

● Je serais heureux que Alain Krivine réponde sur les ondes ou les lignes à la question suivante : « S'il manque à Mitterrand (1) les voix de l'« extrême-gauche » pour passer au 1er tour et si la droite se ressaisissant l'emporte au 2ème tour, quelle sera votre responsabilité ? »

Un militant du CERES
Père de deux enfants
à Croix

(1) que je veux bien considérer avec vous comme le centriste du P.S., plus ou moins prisonnier de sa droite mais...



BRAVO

Cher camarades,

● Bravo pour le « Quotidien Rouge ». Le ton est agréable et plein d'humour et tranche avec la plupart des journaux d'extrême-gauche. Rouge y

compris. Cela contribue à nous « consoler » du rejet de Piaget par la direction du P.S.U.. Bravo aussi pour les articles sur Dumont et Arlette. L'interview est sûrement la façon la plus honnête pour informer sur les autres candidats révolutionnaires.

Peut-être serait-il bon de parler un peu du socialisme futur pour trancher avec les propos vagues de Mitterrand.

S.
Ste Foix les Lyon

SE FAIRE PLAISIR

● En toute conscience, je suis décidée à voter pour vous, car je suis pleinement d'accord avec les idées que vous énoncez.

Cependant, je pense que voter ainsi est peu réaliste et qu'à part le plaisir que vous aurez à compter ma voix ajoutée à d'autres, vous et le pays n'en tireront rien. (...)

J.I.
Mirmande



PAS DE RENIEMENT

● Du célèbre « retrouvons les manches » de Thorez à la politique algérienne de Mollet, en passant par Jules Moch au ministère de l'Intérieur, les leçons de l'expérience de la gauche au gouvernement ne manquent pas aux révolutionnaires. Nous n'avons pas la mémoire courte. C'est pourquoi la candidature Alain Krivine.

Il aurait été idiot, quoi que puisse en penser J.H. Hallier, de laisser au premier tour Mitterrand seul en piste et apparaître comme l'adversaire dur et implacable d'une bourgeoisie avec laquelle il n'a pas rompu les amarres de la collaboration de classes.

Et c'est bien parce que notre cœur bat au rythme de notre cerveau, mais oui Charlie-Hébdou, que nous ne voterons pas au premier tour, pour Mitterrand : il faut ce qu'il faut, en effet, pour empêcher les masses populaires d'être outrageusement bernées après l'élection.

De Krivine à Dumont, en passant par Arlette Laguiller, un bon score peut être réalisé par les révolutionnaires. Alors, regardez avec lucidité Viannson-Ponté, le candidat de la gauche élu devra y réfléchir avant de donner un coup de barre à droite. (...)

J.S.
Narbonne

FASCISTE

● « 80 % de l'encadrement a « fait » l'Indochine et l'Algérie. Le reste a fait le Tchad. (...)

Non seulement, l'encadrement a « fait » l'Indochine, l'Algérie, le Tchad, mais nous, on va très bientôt « faire » la bande à Krivine et autres fiottes gauchistes.

GRUPE INFORMATION
PEDALE GAUCHISTE

Organisation Communiste Révolution ! AU PREMIER TOUR VOTEZ REVOLUTIONNAIRE

L'Organisation Communiste Révolution ! appelle les travailleurs à voter révolutionnaire, à voter pour Arlette Laguiller ou Alain Krivine, le 5 mai : pour exprimer leur volonté d'en finir avec la réaction, pour marquer leur refus de se soumettre aux solutions de collaboration de classes préparées par les forces de gauche.

La campagne électorale ne nous a rien appris sur les candidats bourgeois que nous ne sachions déjà : leur haine des idées révolutionnaires, leur démagogie, leur capacité de s'appuyer pour mener campagne SUR TOUT CE QUE LA France compte de réactionnaires, armés ou non, prêts à se vendre au plus offrant et prêts à tout. C'est ainsi que la bourgeoisie prépare la relève : la crise du régime, l'agonie du Gaullisme, l'usure des assises sociales du pouvoir doivent trouver leur médecin. Et des charlatans en présence, il semble que M. Giscard d'Estaing soit le mieux placé pour veiller sur le malade : c'est la droite classique qui relève la tête et prépare le rassemblement de la peur pour le second tour du scrutin.

Quant à M. Mitterrand, il a levé un coin de voile sur ses intentions : gageons que la suite de la campagne nous révélera ses projets avec encore plus de netteté. Son programme consiste à intégrer la classe ouvrière à la gestion loyale des intérêts de la bourgeoisie. Quant aux coûts de l'opération, nous savons désormais qu'il s'agit d'acheter la paix sociale et le silence des travailleurs à moindre prix. Ce ne sont pas seulement les moyens qui sont dérisoires, c'est le but lui-même qui n'a rien à voir avec le Pouvoir des Travailleurs. Il s'agit donc d'une opération

bourgeoise de collaboration de classes qui ne peut porter au pouvoir qu'un nouveau gouvernement bourgeois et non pas un gouvernement des travailleurs dont il faudrait simplement radicaliser l'action et déborder les initiatives.

C'est pourquoi les travailleurs, s'ils votent Mitterrand, ne sauraient soutenir l'opération bourgeoise qu'il incarne avec son parti et l'Union de la Gauche dans son ensemble.

C'est pourquoi nous appelons à voter au premier tour pour les porte-paroles des aspirations révolutionnaires. Arlette Laguiller ou Alain Krivine.

Voter révolutionnaire, ce n'est pas soutenir des candidats. Ce n'est pas soutenir Arlette Laguiller, plus soucieuse de témoigner que d'ouvrir des perspectives de lutte, et qui a fait à l'électoratisme de notable concessions en offrant sa propre personnalité en guise de programme d'action. Ce n'est pas soutenir Alain Krivine, qui a jeté quelques solides pavés dans la mare électorale, mais s'est présenté pour donner une tribune à sa propre organisation, sans considérer les effets néfastes, en cette occasion, de candidatures divisées.

Voter révolutionnaire, c'est dire, quel que soit le bulletin choisi, avec la claire conscience des limites d'un tel vote, que l'on appartient au camp de ceux qui poursuivent le combat jusqu'à la Révolution Socialiste, pour le Pouvoir des travailleurs.

Paris, le 2 mai 1974.
Pour le Bureau National de l'Organisation Communiste Révolution !

Henri MALER Isaac JOSHUA.

DES LE PREMIER TOUR NOUS VOTONS DUMONT

Les choses vont vite, les reclassements politiques se font à une allure que les militants ne peuvent pas toujours suivre — eux qui ne sont pas dans le secret des dieux. Après l'immense espoir de la candidature piaget, une grande incertitude règne dans la sphère d'influence du PSU. Les uns appliqueront, sans joie, la décision du CN et voteront Mitterrand, les autres préparent activement leur courte marche de la tour Montparnasse à la rue de Rivoli, d'autres, enfin, dont nous sommes, ne veulent pas voir disparaître l'affirmation d'une autre société égalitaire, consciente de ses choix, de ses limites et de ses possibilités : écologique et autogestionnaire en un mot.

Pas de Communisme sans écologie Pas d'écologie sans Révolution. Mais à écouter les déclarations de Royer à Giscard, de Renouvin à Mitterrand, il n'y a plus en France que des écologistes et des autogestionnaires. Nous les inviterions bien dans ces conditions à se retirer tous en faveur de Dumont mais il y aurait dès lors un « risque totalitaire ». Baste...

Ce qui se cache derrière les fleurs dont on couvre Dumont, c'est la trouille de tous ces messieurs que les travailleurs, les femmes, les jeunes prennent conscience que le déroulement « normal » de l'ordre impérialiste nous conduit à brève échéance à la barbarie. La vérité, c'est que l'humanité liquidera le capi-

talisme ou le capitalisme liquidera l'humanité. La fin de Hitler à l'échelle de la planète, voilà ce que cet ordre qui porte en lui la mort nous prépare. L'introduction de l'écologie dans la lutte révolutionnaire est dans cette perspective aussi lourde de richesses théoriques et pratiques que le fut en son temps l'introduction par Marx de l'économie politique et de sa critique dans la pensée révolutionnaire. La vraie destruction de la valeur d'échange vient à partir du moment où l'on a enfin compris que rien ne peut être échangé contre la vie qu'on perd au travail, l'air qu'on brûle, l'eau qu'on empoisonne, la terre arable qu'on stérilise, l'amour qu'on emprisonne et que la seule valeur d'usage, c'est sa vie, collectivement rendue heureuse.

Mai 68 ne disait rien d'autre et nous continuons.

Loin de la tactique misérable des strapontinistes, sans aucun sectarisme à l'égard des autres courants de la Révolution qui vient, sûrs de lancer par notre vote un salut fraternel aux damnés de la terre que sont les peuples du Tiers-Monde, et très responsablement par rapport aux treize ans d'efforts du Parti auquel nous appartenons, nous voterons Dumont — dès le premier tour.

Jacques THIBAUT — Jean VERGER
Militants PSU.



« Si nous n'exprimons pas la défiance, elle se manifesterait par l'abstention... »

On accuse souvent les révolutionnaires de saboter les vieux principes, de vieilles leçons déjà connues par cœur. Cette campagne révèle l'utilité des rabachages. Combien de héros de mai, d'intransigeants, de ceux à qui on ne la fait pas, de ceux pour qui il n'y avait d'élections que pièges à cons, en sont aujourd'hui à piaffer d'impudence, leur bulletin déjà en main. Pour racoler quelques suffrages d'extrême-gauche, le PS fait donner Debray dans les colonnes du « Nouvel-Observateur » : « faut mettre les bœufs avant la charrue... Cueillir toutes les roses dès le premier tour... » Ça sent son Jean Cau de gauche, comme le dit justement « Libération ». Mais au-delà de ce trait vigoureusement décoché, elle est bien faible la réponse de « Libé », parce que « Libé » ne sait pas sur quel pied danser. On peut s'expliquer, donner des analyses, mais on ne peut appeler à voter pour tel ou tel, pas plus qu'à s'abstenir d'ailleurs, explique Gavi. Qui perd la boule, témoin sa position sur le 1^{er} mai : « D'un côté on ne peut que se réjouir que ce 1^{er} mai de l'Union de la gauche se présente comme une fête... Et puis en même temps, quelle pesante menace pour les luttes à venir que le refus de marcher dans les rues de Paris pour ne pas faire peur... ». Comble de la confusion où la forme (récupérée de la fête) compense le fond : le renoncement à la mobilisation, à la lutte. Reste que, ce qui domine dans « Libé », sous

l'alibi de la neutralité journalistique, ce sont les tribunes appelant à voter Mitterrand et l'appel unanime des 103 paysans du Larzac (auxquels « Libé » a toujours reconnu une grande autorité) à voter Mitterrand. Devant ces chavirements, il importe avant le premier tour que nous fassions le point et répondions une fois encore aux questions que nous posent les camarades et les interlocuteurs rencontrés dans les meetings.

Présenter une candidature révolutionnaire, c'est cultiver l'isolement de l'extrême-gauche, s'enfoncer dans le sectarisme ?

Pour nous, la voie de la révolution peut prendre son élan sur une victoire électorale. C'est possible, pas nécessaire. L'affirmer reviendrait à remettre en selle le slogan réformiste : « une seule solution, les élections ! ». Nous nous plaçons du point de vue des intérêts profonds, historiques et pas seulement immédiats de la classe ouvrière. Servir ses intérêts, c'est chercher à éviter les impasses, les coupe-gorges, à trouver les moyens de la solution durable : la révolution socialiste qui abolit l'exploitation de l'homme par l'homme. Notre candidature, notre campagne, c'est le moyen de faire connaître notre but et notre programme. Renoncer à une candidature indépendante, c'est en revanche pour le PCF renoncer à une campagne pro-

grammatique propre. Le PCF veut-il encore aller au socialisme ? Veut-il aller plus loin que Mitterrand ? Quels moyens s'en donne-t-il ? Bien malin celui qui peut répondre à ces questions sur la base de la campagne menée par le PCF en soutien à Mitterrand. Si le PCF a un programme distinct de celui de Mitterrand, il l'a gardé dans sa poche.

C'est pas grave, disent certains d'un air entendu, les militants sauront bien qu'on en pense pas moins...

Halte là ! La politique révolutionnaire, ce n'est pas le secret chuchoté entre initiés. Si l'on veut que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » comme le dit le Manifeste communiste, il faut dire sans peur, à tous, le plus clairement possible, où l'on compte aller et comment on compte y aller. Pour que chacun se détermine et joue activement son rôle dans la bataille et pour que le pouvoir des travailleurs soit demain collectivement pris en charge.

Une victoire électorale contre la réaction ne serait qu'un premier pas. Si l'on écoutait ceux qui par souci d'efficacité immédiate, nous ont demandé de nous retirer ou de ne pas nous présenter, on aurait laissé Mitterrand faire un véritable solo, multiplier les garanties envers la bourgeoisie sans que personne alerte les travailleurs. Les idées de l'auto-organisation, des comités de grève, de l'autodéfense, de l'anti-militarisme révolutionnaire auraient été absentes. Pourtant, demain, quelle que soit l'issue électorale, c'est la préparation à ces tâches qui sera décisive. Prendre du retard en la matière serait criminel, l'expérience chilienne nous l'enseigne.

Mais tout le monde sent qu'une victoire de Mitterrand permettrait d'en finir avec la V^e République, de faire sauter le premier verrou...

Attention ! L'élection de Mitterrand ne suffit pas. Elle ne garantit rien. Il a bien dit que les institutions valent ce que vaut l'homme qui les dirige. Il a bien dit qu'il garderait la Constitution de 58, qu'il désignerait lui-même et lui seul, comme de Gaulle et Pompidou hier, ses ministres. Il veut se couler dans les moules de la V^e République. La victoire électorale peut donc déboucher sur le renversement de ce régime anti-populaire à condition que dès maintenant, les travailleurs s'organisent et se préparent pour contraindre

Mitterrand à aller plus loin, et le bousculer au besoin s'il s'y refuse ! C'est ce que permet d'expliquer et de populariser une candidature révolutionnaire... Et renoncer, ce serait laisser les travailleurs désarmés face aux projets de collaboration de classe des réformistes, ce serait contribuer à leur désarmement pour les tâches immédiates.

Mais, une fois la campagne faite, la bonne parole répandue, pourquoi ne pas se retirer au dernier moment ?

Nous ne voulons pas nous contenter de répandre la défiance, de la propager. Nous voulons matérialiser et organiser la vigilance. Il n'est pas indifférent à nos yeux que plusieurs dizaines de milliers, voire quelques centaines de milliers de gens disent à Mitterrand et à Marchais, en votant révolutionnaire, : nous marcherons un moment côte à côte, mais nous savons dès maintenant que nos chemins ne coïncident pas, nous tirons les leçons du passé et du Chili, et nous nous donnerons tous les moyens de ne pas répéter les erreurs ; nous voulons le socialisme et nous ne ferons pas l'économie d'une révolution.

Il y a eu, en 1969, 280.000 voix pour Krivine. Il y en aura probablement moins cette fois. Mais il y en aura de toutes façons beaucoup plus que les quelques milliers de militants organisés dans les rangs des organisations révolutionnaires. Ceci signifie que nous exprimons une défiance qui nous dépasse mille fois, nous ne l'inventons pas, nous essayons de lui donner une expression consciente et rigoureuse. Plus Mitterrand multipliera les avances à droite, plus cette défiance s'élargira. Si nous ne l'exprimons pas, elle se manifesterait par l'abstentionnisme uniforme, chacun dans son coin, avec des arguments différents. Ce serait au profit d'une plus grande confusion et non d'une meilleure préparation des combats futurs.

Mais, si Mitterrand pouvait passer dès le premier tour ?

S'il peut passer dès le premier tour, il peut à plus forte raison passer au second. A condition bien sûr de choisir la voie de la mobilisation des masses.

On dit souvent, en sport, que la perspective de la victoire donne des ailes. On connaît des phénomènes analogues dans la lutte des classes. Souvent quand les syndicats dans une entreprise font une consultation pour savoir si les travailleurs sont prêts à une grève de 24 heures, on trouve 20 à 30 % de réponses affirmatives. Parce que beaucoup ne sont pas convaincus que ça suffise, que ça vaille le coup, que le voisin suivra. Mais si

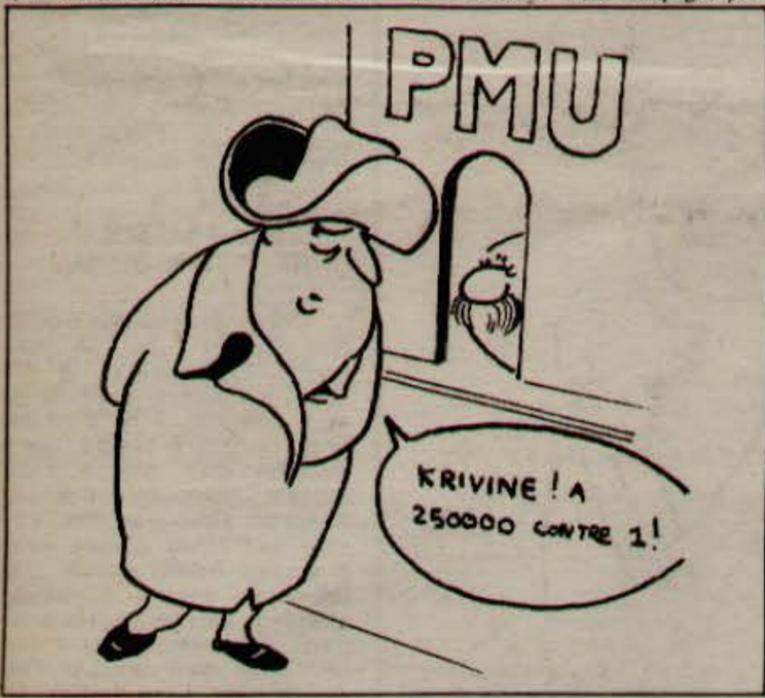
on pose la question autrement : êtes-vous prêts à une grève reconductible si les 2/3 des travailleurs y sont prêts aussi, alors, il arrive que 80 % des travailleurs votent affirmativement. Parce que ça vaut le coup, on vise gros, et on est sûr d'y aller tous ensemble.

Au lieu de miser sur cette dynamique de masse, Mitterrand mise sur le premier type de question. Il réduit les objectifs au minimum, il ne participe pas à la manifestation du 1^{er} mai. Il se défend face à Giscard de vouloir le collectivisme. Le collectivisme ? Tu parles ! En 68, quand il y avait 10 millions de grévistes, le collectivisme n'était pas un problème, même pas besoin d'en discuter. La grève, c'était une chose collective, y avait pas à en avoir honte. Si c'est ça le collectivisme !

Alors, nous disons qu'en s'appuyant sur la dynamique populaire, la victoire se consoliderait entre les deux tours. En revanche, en multipliant les assurances envers la bourgeoisie, les promesses entre candidats opposés deviennent voisines. Et pour beaucoup d'électeurs timorés, ces différences électorales ne valent plus le risque de changement ; ils préfèrent la continuité. C'est la tiédeur, la modération, les programmes édulcorés qui favoriseront le rassemblement de la peur autour de Giscard.

Nous n'acceptons pas cette logique. Si Mitterrand a plus de chances au premier tour qu'au second, on va nous demander pour renforcer ses chances, de nous retirer d'abord, de ne rien dire ensuite qui puisse faire peur, ou qui fasse réagir un quelconque Galley ; on va nous demander pour finir de cautionner les concessions électorales prodiguées par Mitterrand, de mettre de l'eau dans notre programme. C'est précisément la logique électorale que nous refusons. Battre la réaction, c'est bien. Nous ferons tout pour ça au second tour. Mais pas à n'importe quel prix, pas en bradant l'essentiel, pas en renonçant à préparer l'avenir. Nous avons des responsabilités devant les gens qui nous font confiance et non devant ceux qui ne nous font pas encore confiance. Nous ne sommes pas sûrs de vaincre, mais nous tenons à mettre les chances de notre côté, à ne pas entraîner aveuglément les travailleurs dans la répétition de tragédies passées.

Certains, parmi ceux qui partagent nos idées, qui ont aidé notre campagne, voteront Mitterrand au premier tour, avec le sentiment que c'est peut-être plus efficace... Ils ont tort. Nous en sommes convaincus. Mais ce débat ne fait que commencer, il se poursuivra bien au-delà du 20 mai, quelle que soit l'issue électorale.



UNE SEMAINE DE MEETINGS

SAMEDI

La Roche-sur-Yon. 100 personnes au meeting avec G. Filoche.

DIMANCHE

Rouen. 1500 militants s'étaient retrouvés au théâtre de verdure de Basentin, à plusieurs kilomètres de Rouen. Lecanuet se pique d'être un démocrate et même un démocrate chrétien. Et c'est en toute démocratie que la municipalité rouennaise a refusé une salle aux militants du FCR. A. Krivine, y prit la parole avec Rica Bentholina, un camarade du GRS, Djellali Kamel, un camarade du Comité de Grève des banques et un militant du FSMAR.

MARDI

Lille. 700 personnes au meeting du FCR avec A. Krivine. Les discussions se sont poursuivies tard dans la nuit.

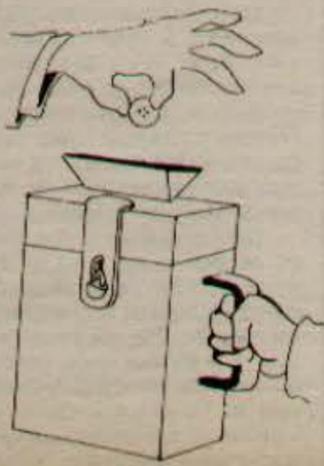
Bordeaux. 250 avec G. Filoche.

JEUDI 2 MAI

Alençon. 80 personnes, en majorité des travailleurs, ont débattu avec le camarade Filoche sur la situation politique et les tâches des révolutionnaires.

Marseille. 1500 personnes ont participé au meeting du FCR où la parole fut donnée à tous ceux qui ne l'ont généralement pas en période électorale, immigrés, femmes ou appelés. Un des 7 camarades turcs employés à Fos-sur-Mer qui ont porté plainte pour trafic de main d'œuvre, devait dénoncer la conditions de ces travailleurs surexploités et corvéables à merci que sont les travailleurs immigrés. Un militant du GRS (section antillaise de la IV^{ème} Internationale) prit la parole avant qu'un représentant du FSMAR, en vareuse de marin, le visage masqué, vienne annoncer l'arrestation par la Sécurité Militaire de 4 marins à Toulon, accusés d'avoir diffusé dans leur unité une publication de « Comité de Soldats ». Le camarade Krivine fit d'ailleurs dans son intervention une large part aux questions de l'armée

SOUSCRIPTION C.C.P. : CHENOT PARIS 4501 / 42



SOLDE ANTERIEUR 54.370,77

- M. et Mme B.F. Caen 100,00
- C.H. Chaville 1.000,00
- Paris 30,00
- Paris XVI 200,00
- Lycée Henri IV 20,00
- Alsacienne 10,00
- Louis le Grand 10,00
- Paris XI 10,00
- Crédit Lyonnais 10,00
- P.T.T. 10,00
- C.R. Dauphine 10,00
- Ecole d'action sociale 10,00
- Librairie Rouge 60,00
- « Affiche Rouge » 536,00
- Mâcon 120,00
- Metz, enseignant 90,00

- P.M. Toulon 50,00
- Vernon 60,00
- A.E. Levallois 100,00
- L.L. Versailles 50,00
- M.R. St Gratien 300,00
- Amiens 240,00
- D.P. Marseille 7^e 50,00
- B.D. Paris XII 20,00
- C.F. Paris XIII 250,00
- A.J. St Germain en Laye 60,00
- L.H. Dijon 100,00
- J.L. P. Elne (66) 1000,00
- D.V. Asnières 50,00
- G.G. Villejuif 50,00
- G.C. Paris XI 100,00
- G.A. Domont (95) 50,00
- M.L. St Vallier (71) 100,00
- U.X. Paris XIV 100,00
- H.H. Berlin 100,00
- Librairie Rouge 140,85
- S.N.C.F. Masséna 160,00
- Groupe vietnamien
- pour un gouvernement des travailleurs 500,00
- Anonyme Paris 100,00
- E.G. Croissy 20,00
- P.L. Paris XVII 100,00
- Individuels Paris 500,00
- B.F. Montargis 100,00
- J.M. L. Levallois 1500,00
- J.L. P. Le Havre 200,00
- J.P. N. Dax 50,00
- Besançon 660,00
- Pau 378,60
- TOTAL 63.836,22

« Nous ne pouvons nous satisfaire de voir repeindre l'édifice »...

Le « Quotidien Rouge » a demandé une interview au Syndicat de la Magistrature (4, rue Ollier, 75015 Paris).

Créé en 1968, fort aujourd'hui de plus de 4000 membres, le Syndicat apparaît aux yeux de certains comme la « mauvaise conscience » de la justice. Le phénomène est à notre avis plus profond : en dénonçant, preuves à l'appui (1500 articles du Code Pénal consacrés à la protection de la propriété privée, 500 seulement au droit du travail), le caractère de classe de la justice, en prenant position contre les tentatives de reprise en mains de la magistrature par la chancellerie (réforme de l'école de la magistrature), en participant aux côtés de policiers et de journalistes à un « Comité de liaison Presse, Police, Justice » qui interviendra notamment au moment de l'affaire Breton (policier de la CFDT révoqué par Marcellin pour sa participation à une AG des travailleurs de Lip), le Syndicat est un des moteurs de la remise en cause du contenu, des méthodes et des finalités de la justice. A ce titre, son existence, gênante pour le pouvoir, nous semble largement positive et il nous apparaît important d'en publier les positions. La situation des membres du Syndicat est certes contradictoire : dénoncer certains aspects de la loi tout en étant chargé de l'appliquer n'est pas chose facile.

L'écho que nous sommes décidés à donner aux activités du Syndicat ne nous fait pas oublier nos objectifs : le passage au socialisme impliquera la destruction de l'appareil bourgeois, le démantèlement de son appareil de répression. On ne « démocratisera » pas la justice, pas plus que la police ou l'armée, par de simples réformes qui ne remettraient pas en cause son caractère de classe. Le Syndicat de la Magistrature ne va pas aussi loin. Mais ce serait un mauvais procès que de lui reprocher : son existence même est un début de remise en cause des institutions. C'est au mouvement ouvrier qu'il appartiendra de les briser définitivement.

Ont répondu à nos questions : Hubert DALLE, Jean-Pierre MICHEL et Roland KESSOUS.

Rouge : Comment le syndicat se situe-t-il par rapport aux élections présidentielles ? Plus précisément entend-il se prononcer en faveur de tel ou tel candidat, comme l'ont fait par exemple la FEN, la CFDT ou la CGT ?

cause l'obligation de réserve, et implique l'extension (ou la création comme dans l'armée) des libertés syndicales. Enfin la remise en cause de la norme de la loi, de sa finalité, des intérêts qu'elle sert. C'est d'ailleurs à partir de cette remise en cause que beaucoup de gens tremblent.

Pour résumer, nous voulons restituer la justice aux gens, la désapproprier.

Ces thèmes ne sont pas repris par les différents candidats, quels qu'ils soient.

Rouge : Par son existence, par la dénonciation qu'il fait de certains aspects de la loi, le syndicat est un des symptômes de ce qu'on appelle la crise des institutions. Y a-t-il un seuil de rupture entre le syndicat, ses membres et ces institutions ?

S.M. : Le seuil de rupture peut être atteint rien qu'en disant qu'on applique la loi, qui n'est plus respectée. Par exemple en contrôlant la constitutionnalité des lois, en demandant l'application de la Convention européenne des droits de l'homme, en appliquant la loi contre les bénéficiaires du système.

Rouge : Oui, mais ça peut être à double tranchant, cette application stricte de la loi, puisque justement, elle favorise certaines catégories sociales.

S.M. : C'est pour cela que par ailleurs on dénonce la loi, en disant qu'elle est inapplicable (avortement) ou dangereuse (loi anti-drogue, loi anti-casseurs). Et qu'enfin des contacts sont pris avec d'autres partenaires, travaillant dans la fonction publique, dans les impôts, dans la police. Il faut bien comprendre que le travail du syndicat ne peut se situer dans une perspective révolutionnaire ou de prise du pouvoir. On se fixe des paliers, mais pas de limite, ni de projet politique. Notre liberté d'action, les références à la constitutionnalité sont une garantie. On pourrait par exemple relaxer tout le monde en disant que les faits ne sont pas établis. Nous voulons essentiellement élargir la sphère de liberté du magistrat, qui peut aller très loin. Notre réflexion consiste à ne plus appliquer la loi dans un sens restrictif, c'est-à-dire favorable au pouvoir.

Rouge : Y a-t-il des signes tangibles de répression à l'encontre du syndicat ?

S.M. : Certainement. A Douai, où des membres du Parquet se sont fait

nismes du système. C'est là le clivage essentiel.

Rouge : Comment vous situez-vous par rapport au CAP (Comité d'Action des Prisonniers) ?

S.M. : Disons-le, les relations sont difficiles. Ils nous contestent radicalement, en nous enfermant dans notre rôle répressif, alors qu'on est proches d'eux sur beaucoup d'analyses. Mais des actions communes, sur des faits précis (par exemple des débats autour du film sur la révolte d'Attica) peuvent être entreprises. En tout état de cause, nous considérons comme positive l'existence du CAP.

Rouge : Croyez-vous que l'Union de la Gauche, si elle vient au pouvoir, pourra, ou devra garder les institutions telles quelles ?

S.M. : C'est à Mitterrand qu'il faut poser la question ! Ce qui est sûr, c'est que nous ne pourrions nous satisfaire de voir repeindre l'édifice, même sous d'autres couleurs. L'essentiel, c'est le maintien et l'extension des libertés syndicales, garantie d'une certaine dynamique. Nous ne pouvons pas nous situer dans une perspective révolutionnaire de destruction de l'appareil d'état. Ce que Mitterrand ne fera pas, de toute façon. Nous tenons à rester sur le plan de la légalité, tout en allant plus loin. Par exemple, notre dernier congrès s'est prononcé favorablement à la possibilité de critique de la décision judiciaire. Fondamentalement, nous insistons sur la mise en place de mécanismes de contrôle sur la justice, sur le pluralisme politique. On veut éviter une situation à la chilienne, avec une magistrature appuyant de façon univoque les forces de droite.

Rouge : Et l'obligation de réserve ?

S.M. : Le problème n'est pas du tout le même qu'à l'armée. L'obligation de réserve ne nous interdit pas des prises de position politiques. Le risque est plus grand pour nous d'aller à Cerisy qu'en soutenant un candidat à la présidence. Là où nous aurions les pires ennuis, c'est en dénonçant tel ou tel collègue, telle ou telle mesure judiciaire.

Rouge : Comment réagissent les magistrats extérieurs au syndicat ?

S.M. : Le syndicat a dérangé leur confort. Même s'ils sont d'accord avec ce que nous disons, ils nous reprochent justement de le dire. Pour beaucoup, il faut laver son linge sale en famille, ne pas révéler les méca-



Giscard

LA DROITE A TROUVE UN CHEF !

Dans le camp adverse, on commence à sentir où souffle le vent. Après les « 43 », Messmer annonce qu'il fera mardi une importante « déclaration aux Français ». On parie que ce sera pour soutenir Giscard au second tour avec un peu plus de ferveur que Chaban au premier ?

C'est que Giscard a le vent en poupe. Son secret ? Il a su se présenter aux nantis et à la droite d'émblée comme le candidat de la rupture avec le gaullisme exsangue. Il a su dire avec conviction qu'il se plaçait délibérément au-delà du gaullisme et qu'il voulait s'atteler à une redistribution des cartes dans la « classe politique » bourgeoise. Il a su s'imposer comme le rassembleur, le fédérateur d'une nouvelle droite viable et capable de gouverner, par delà la ruine du « système UDR ». Et c'est cela précisément que voulait entendre et croire la France des gros intérêts, celle qui depuis pas mal de temps déjà vomit la politique de bouts de ficelle des Messmer, Pompidou et autres Chaban. Ce ne sont pas ses projets économiques, sociaux, sa politique internationale qui distinguent Giscard de Chaban au premier chef. C'est son projet de briser par le milieu l'ancienne majorité et d'en constituer une nouvelle. C'est sa compréhension lucide de la nécessité de mettre sur pied un appareil politique de combat, capable, dans les mois et les années à venir, d'aller au

feu des épreuves sociales. Giscard ne fait pas de détours : il est anti-communiste, ouvertement, il se hissera sur le pavois, s'il le faut, en utilisant la matraque d'Ordre Nouveau et les bulletins de vote de l'extrême droite pour marchepied. C'est plus qu'un symbole, un engagement pour l'avenir.

Rouge : Voyez-vous une définition de la justice populaire, dans une société où serait abolie l'exploitation capitaliste ?

S.M. : Nous n'avons pas de position sur ce point. Une telle justice ne pourrait être que l'aboutissement du processus de contrôle que nous revendiquons, de la déspecialisation du magistrat, de la restitution de la justice aux gens, voire de l'organisation des justiciables. Nous luttons contre la séparation de la justice du reste de la société. Les juges ne devraient plus être une « fin en soi ». Disparaîtraient-ils complètement ? On peut donner l'exemple d'habitants de poblaciones au Chili qui ont dû, sous le régime Allende, élire des juges pour se prémunir contre d'éventuels excès commis par les milices armées.

Rouge : Est-ce que cela ne vous gêne pas qu'une des seules interviews réalisées pendant la campagne présidentielle soit faite par Rouge ?

S.M. : Aucunement. Nous ne jetons aucune exclusive. Nous rencontrons qui nous voulons.

Rouge : Qu'est-ce qui se passerait si en pleine audience, un prévenu apostrophait un juge membre du syndicat, en se prévalant de son appartenance syndicale ?

S.M. : Ce juge ne pourrait que rester impassible. Nous sommes obligés de maintenir une certaine crédibilité du juge, pour pouvoir continuer à agir. C'est un piège qui nous est tendu car la crédibilité peut conduire à la connivence et à l'acceptation intégrale de la règle du jeu. Mais nous n'avons pas le choix.

BEAU MASQUE ET TETE D'OISEAU

Chaban, beau masque et petite tête d'oiseau, a fait, lui, exactement le contraire de ce qu'il fallait : il a posé au continuateur et à l'héritier. Il ne s'est pas rendu compte, le bougre, que le gaullisme était mort et l'UDR vouée à l'exécution unanime de toutes les classes sociales. Il ne s'est pas rendu compte qu'en jouant les enfants fidèles, il se présentait comme le baudet chargé de tous les péchés, scandales, forfaitures, dédits et impairs de la Vème depuis 69. Conduite suicidaire qui rendait dérisoire la démagogie sociale de participation, intéressement et autres brouilleries dont les travailleurs ont de toute façon fait l'expérience déjà en 69-70.

Le chantage de Chaban au passage de la France en deux vient trop tard. Car cette polarisation est, dans cette épreuve électorale, un fait accompli qui balaie ceux qui s'efforcent de faire dans les demi-teintes et de nager entre deux eaux. Et il a l'air malin, l'héritier du gaullisme qui enferma la gauche dans un ghetto hermétique pendant 16 ans, quand il se met, un peu tard, à faire des appels du pied aux socialistes épris de liberté...

Giscard monte. Chaban descend. Certes. Mais il n'y a pas matière à en déduire que les problèmes de succession de la bourgeoisie sont maintenant réglés et qu'un homme providentiel se dresse déjà au-delà du cadavre pompidolien. Car il restera à Giscard, s'il est élu, à faire la preuve de sa compétence à tenir la barre dans une situation de luttes sociales intenses tout en recomposant un parti d'ordre, ou tout du moins une coalition d'intérêts suffisamment forte pour garder le cap dans la tempête...

Rouge : Quels sont les axes de lutte essentiels du syndicat ?

S.M. : D'abord la remise en cause de la hiérarchie, dans la justice, au sein de l'appareil d'état. Ensuite la revendication du pluralisme politique dans la fonction publique, ce qui remet en



CEUX QUI NE CROIENT PAS
A L'ELECTRICITE SONT CEUX
QUI AU MOYEN AGE NE
CROYAIENT PAS A LA ROUE

« NE PAS APPELER LE PEN UN TORTIONNAIRE SERAIT LE DIFFAMER... »

Pierre Vidal Naquet

LE PROCES EN DIFFAMATION INTENTE PAR LE PEN EST
VENU EN AUDIENCE VENDREDI 3 MAI.

Les résultats du procès n'étant pas arrivés à l'heure du bouclage du « Quotidien Rouge », nous renvoyons les lecteurs au prochain numéro du journal. Nous avons appris entre-temps, que le sieur Le Pen décidait de porter une nouvelle fois plainte, mais cette fois contre le « Quotidien Rouge » No 9. Un tenace, ce Le Pen !

Nous continuerons néanmoins la diffusion de documents portant sur le passé de cet ancien du 3ème REP, de cet homme à qui Malraux avait refusé le droit de publication de ses discours, car disait ce gaulliste, on ne fait pas de cadeaux à « l'instigateur de l'OAS » et à celui qui fait « l'apologie du IIème Reich ».

UN TEMOIGNAGE DE PIERRE VIDAL NAQUET

Pouvez-vous dire dans quelles conditions vous avez été amené à vous « intéresser » à Le Pen ?

P.V.N. : En 1957, un témoignage est paru dans « documents algériens » à propos de Le Pen. C'est celui qui sera repris par la suite dans « La Pacification ». Mais ce qui nous intéressait beaucoup plus à l'époque, c'étaient les documents français. Grâce à Paul Teitgen, nous avons pu avoir, dans nos mains des fiches de police provenant d'Alger, prouvant que cet ex-député avait vraiment torturé. Je dois dire que je n'ai pas une confiance absolue en des papiers de police, mais ceux-ci avaient une telle cohérence entre eux que j'ai jugé qu'ils étaient valables. Ils montraient que Le Pen était coupable de deux sortes de tortures :

— les officielles, celles que

pratiquaient les parás à l'époque, — les privées, notamment celles que Le Pen a infligées dans la nuit du 30 au 31 mars au gardien de nuit de l'hôtel Albert. Par la suite, celui-ci retira sa plainte. Lacoste lui fit verser sur les fonds d'une caisse noire, un million de francs. Cette affaire fit du bruit, car cet Algérien était francophile et frère d'un gardien de la paix. Que ce soir là, Le Pen fût ivre pour fêter la médaille que venait de lui offrir Massu, n'enlève rien au fait qu'il a torturé. Et c'est ce que j'ai écrit dans mon livre « La torture sous la République ».

Pour terminer, je dirai que ne pas appeler Le Pen un tortionnaire serait le diffamer et que le plus grand scandale reste qu'un homme qui a commis des actes aussi affreux puisse être candidat à la Présidence de la République.

CONDAMNE POUR APOLOGIE DE CRIMES DE GUERRE

« Pour apologie de crimes de guerre ».

En 1968, Jean Marie Le Pen était condamné à deux mois de prison avec sursis et 10.000 F d'amende pour apologie de crimes de guerre. Cet ex-lieutenant parachutiste avait fait éditer et mettre en vente un disque intitulé « Hommes et faits du 20ème siècle. Le 3ème Reich. Voix chantés de la révolution allemande ».

Avec sur la pochette : « La montée vers le pouvoir d'Adolf Hitler et du Parti National Socialiste fut caractérisée par un puissant mouvement de masse, sommes toute populaire et démocratique puisqu'il triompha de consultations électorales régulières, circonstances généralement oubliées ». Et pour cause, pour Le Pen,

grand admirateur du fuhrrer, des élections permettent donc le plus gigantesque massacre humain que l'histoire ait connu, les fours crématoires et le génocide.

« L'ordre salvateur »

Toujours hanté par son idée fixe, Le Pen déclarait au cours d'une conférence de presse relatée par le Monde du 28 septembre 74 : « L'armée a parfois le devoir de rétablir un ordre salvateur en France comme au Chili ».

Entre le coup d'Etat et les élections régulières, le coeur de Le Pen balance mais dénominateur commun à ces deux « modèles » : les tueries de l'extrême-droite, les tortures, l'écrasement du mouvement ouvrier.



F. Kagan

Ahmed Bouali était portier de nuit à l'hôtel Albert et fut tabassé par Le Pen dans la nuit du 30 au 31 mai 1957. Ci-dessous, le témoignage de Bouali et le rapport de police qui s'ensuivit, tous deux parus dans « Vérité et liberté » (année 62) dont le directeur de publication était Pierre Vidal-Naquet.

Déposition de Bouali

Procès-verbal.
L'an mil neuf cent cinquante-sept
et le premier du mois d'avril,

Nous, René Tordoïr, Officier de Police, agissant en ces qualités et conformément aux instructions de M. le Commissaire Principal, Chef de la Sûreté Urbaine d'Alger,

Entendons le sieur Bouali Ahmed ben Ameur, né le 2-5-1920, à Dra-el-Mizon (Alger), domicilié 16, rue de Lorraine, à Alger, veilleur de nuit à l'hôtel Albert. Il nous déclare :

Je suis veilleur de nuit à l'hôtel Albert depuis trois ans. Dans la nuit du 30 au 31 mars 1957, à deux heures du matin, trois clients accompagnés de leurs femmes sont rentrés à l'hôtel. Il s'agit de MM. le Commandant Bonafos, en tenue civile, Eymard et le lieutenant Le Pen, en tenue militaire. Ce dernier m'a paru être en état d'ébriété et m'a demandé à boire. Je lui ai répondu qu'en raison de l'heure avancée, on ne servait plus de consommations dans le hall. Il a immédiatement sorti son pistolet et m'a demandé mes papiers. Comme j'étais en tenue de travail et que je ne les avais pas sur moi, le lieutenant Le Pen m'a dit qu'il allait m'emmener chez les « para » et il m'a empoigné. Je lui ai demandé de me laisser avvertir la direction et fermer la porte ; c'est alors qu'il m'a frappé pour me faire sortir de l'hôtel, et ensuite me faire monter dans une voiture « Citroën ». J'ai refusé de monter dans la voiture, il a continué à me frapper et des gardiens de la paix sont intervenus. Il les a menacés de son pistolet et une discussion s'est engagée entre eux. A ce moment, une jeep militaire est passée devant l'hôtel. Le lieutenant lui a fait signe de stopper et il a donné l'ordre aux militaires qui le montaient de m'emmener. Ce véhicule m'a conduit en direction du boulevard Bru (1), je ne puis préciser à quel endroit exact. La voiture Citroën nous a suivis avec, à bord, le commandant Bonafos et le lieutenant Le Pen. A destination, le lieutenant m'a fait descendre, par un escalier derrière la maison, dans un jardin où il m'a fait pénétrer dans un trou d'un mètre cinquante environ. Il m'a laissé 10 ou 15 minutes dans ce trou, puis il est revenu seul me faire sortir. Il m'a accompagné à l'hôtel, après m'avoir recommandé de me taire.

De retour à l'hôtel, j'ai fait voir mes papiers au lieutenant, sur sa demande. Il me les a rendus en me répétant que je devais « la fermer », sinon il m'emmenait à Tamanrasset. Ensuite, il est monté dans sa chambre, ainsi que le commandant Bonafos qui, depuis un moment, essayait de calmer le lieutenant Le Pen. Il était environ, à ce moment-là, 3 h. 10 à 3 h. 15.

Comme j'étais fortement contusionné, j'ai été consulter un médecin, dimanche matin 31 mars. Il m'a délivré le certificat médical que je vous remets, m'accordant une incapacité de travail de sept jours, sous réserve de complications, car il m'a prescrit un examen radiographique.

S.I. Le commandant Bonafos ne m'a pas frappé et n'est intervenu à aucun moment contre moi. Au contraire, il incitait le lieutenant Le Pen au calme, de temps à autre. Depuis le moment où le lieutenant Le Pen m'a fait sortir de l'hôtel, je n'ai plus revu M. Eymard, ni les trois dames, et je suppose qu'ils sont montés se coucher.

Je dépose plainte pour coups et blessures contre le lieutenant Le Pen.

Lecture faite, persiste, signe,

BOUALI.

(1) Boulevard Bru se trouvait la célèbre Villa Susini.

Rapport de l'officier de police René Tordoïr

SURETE NATIONALE EN ALGERIE
SECURITE PUBLIQUE
COMMISSARIAT CENTRAL D'ALGER
SURETE URBAINE
BRIGADE CRIMINELLE

Alger, le 1^{er} avril 1957.
L'Officier de Police Tordoïr René
de la Brigade Criminelle
de la Sûreté Urbaine d'Alger,
à MONSIEUR LE COMMISSAIRE DE POLICE
Chef de la Brigade Criminelle
de la Sûreté Urbaine d'ALGER.

Objet : Plainte pour coups et blessures par un Officier de parachutistes au nommé Bouali Ahmed ben Ameur.

Référ. : Vos instructions.

P. J. : Un P.V. d'audition de Bouali Ahmed. Cote 1.
Un P.V. d'audition du gardien de la paix Garguilo Auguste. Cote 2.
Un P.V. d'audition de Eymard Claude. Cote 3.
Un P.V. d'audition de Le Boucher Jean-Pierre.

Un certificat médical du docteur Georges Amstliem concernant Bouali Ahmed. Cote 5.

★

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, un dossier d'information établi à la suite de la plainte pour coups et blessures déposée par le sieur Bouali Ahmed, veilleur de nuit à l'hôtel Albert, avenue Pasteur, à Alger.

Dans sa déclaration, Bouali Ahmed nous indiquait qu'il avait été frappé et emmené en voiture, parce qu'il avait refusé de servir des consommations à deux heures du matin, dans la nuit du 30 au 31 mars 1957, au lieutenant de parachutistes Le Pen et plusieurs de ses amis. Il ajoutait qu'il avait été menacé d'un pistolet par l'officier et que ce dernier lui avait paru être en état d'ébriété. (Cote 1.)

Le gardien de la paix Garguilo Auguste nous confirmait en partie les dires de Bouali Ahmed. Il précisait que l'officier était en état d'ivresse et qu'il l'avait injurié. (Cote 2.)

Le sieur Eymard Claude, qui accompagnait le lieutenant Le Pen, nous déclarait que l'incident avait été provoqué par le veilleur de nuit, en refusant de montrer ses papiers d'identité à l'officier. Il a existé à l'incident avec le gardien de la paix, et ce dernier a refusé de donner son identité à l'officier. (Cote 3.)

Le sieur Le Boucher Jean-Pierre, client de l'hôtel Albert, a été réveillé à deux heures du matin par l'altercation. Il a constaté que l'officier frappait un civil, qu'il criait et gesticulait beaucoup et qu'enfin, il s'en est pris à un gardien de la paix qu'il a menacé de désarmer. (Cote 4.)

Il est à noter que ce n'est pas le premier incident qui oppose le lieutenant Le Pen à la police : il a fait l'objet du rapport n° 748 C 13/1 du 5-2-1957 de M. le Commissaire Central d'Alger, dont les exemplaires 2 et 3 ont été adressés à la Direction de la Sûreté Nationale en Algérie, et les exemplaires 4 et 5 à M. l'I.G.A.M.E. Préfet d'Alger. Il a fait également l'objet d'un procès-verbal transmis sous le n° 636 D, le 22-3-1957, par M. le Commandant des gardiens de la paix d'Alger, et relatif à son attitude incorrecte à la suite d'un incident de circulation de véhicules à Alger.

Le lieutenant Le Pen a regagné la métropole le 31 mars 1957.

L'Officier de Police,
TORDOIR René.

LE SERPENT A SORNETTES

L'existence d'une inflation continue n'a pas simplement pour cause, comme l'affirme F. Mitterrand, les inégalités, ou comme l'affirme G. Marchais, la politique gouvernementale (1). Elle est inhérente au fonctionnement même du capitalisme de monopole contemporain.

Même l'application intégrale du Programme Commun maintiendrait en France, le système capitaliste (avec un secteur monopoliste considérable). F. Mitterrand l'a confirmé, (2) s'il en était besoin : « Nous n'entendons pas détruire l'économie de marché, mais la maîtriser ». Dans ces conditions, la conclusion logique est que l'inflation ne sera pas éliminée.

Le maintien du système capitaliste et la volonté de juguler l'inflation par des moyens conformes aux intérêts des travailleurs, présentent donc, en apparence, une incohérence, qui se manifeste de plusieurs façons. Pour le comprendre, reprenons les principaux moyens anti-inflationnistes, présentés comme conformes aux intérêts des travailleurs, préconisés par F. Mitterrand ou G. Marchais.

PRISONNIERS DU SYSTEME

On nous explique (G. Marchais) (3) que la hausse des salaires provoquera une augmentation de la consommation populaire, « facteur d'entraînement » de la production, et donc un facteur anti-inflationniste.

Mais, le maintien du système capitaliste rend illusoire l'idée que les salaires peuvent augmenter, sans que la bourgeoisie n'en récupère tout ou partie par des hausses de prix, des cadences, pour maintenir ou accroître ses profits. Dans le système capitaliste, la hausse des salaires ne peut avoir de bons effets... que si les capitalistes augmentent leurs prix et leur exploitation !!

On nous explique que « la nationalisation des entreprises et secteurs prévus par le Programme Commun » permettra de « stopper la hausse des prix » (5). Pourquoi ? Parce qu'elle permettra de supprimer les gaspillages (frais de publicité et de commercialisation, coûts de la pollution, etc...) et la spéculation, et donc permettra une hausse de la production et une baisse des coûts, tous deux anti-inflationnistes.

Mais, le maintien du système capitaliste rend illusoire ce projet. Comment imposera-t-on aux patrons de mettre fin aux gaspillages, dès lors qu'on est décidé à respecter la propriété privée des moyens de production ? Comment peut-on prétendre supprimer la spéculation, alors que celle-ci est un comportement qui n'est même pas significatif des monopoles, mais qui est général à l'ensemble des capitalistes ?

On nous explique que les prix seront bloqués temporairement, durant 3 mois (proposition de Mitterrand).

Mais, chacun sait que le maintien du système capitaliste rend illusoire un réel blocage des prix, laisse aux patrons tous les moyens de tourner ce blocage. Des expériences concrètes nous l'ont déjà montré.

On nous explique (F. Mitterrand) (6) que la politique monétaire sélective orientera les liquidités vers des emplois productifs, qui permettront une augmentation, anti-inflationniste, de la production.

Mais, aussi, le maintien du système capitaliste rend illusoire cette politique. On sait, en effet que les monopoles sont particulièrement bien armés vis à vis des banques, disposent d'importantes ressources propres, et pourront développer d'autres sources de financement : émissions en Bourse (qui est « une réussite dont nous tiendrons compte » dit F. Mitterrand) (7), crédit inter-entreprises, etc...

MITTERRAND REINTEGRANT LE SERPENT MONETAIRE EUROPEEN.



Alors, devant tant d'incohérence, une question se pose : les dirigeants de l'Union de la Gauche sont-ils aveugles ?

LES LUTTES OUVRIERES OUBLIEES

Notre réponse est : non ! Derrière l'apparence de l'inconséquence, on peut voir la véritable signification de la politique proposée : la volonté de capituler en n'attaquant pas les profits, la mise en oeuvre d'un programme anti-inflationniste certes, mais qui signifiera une attaque contre les travailleurs. Cela peut s'illustrer de trois façons :

On ne parle que très peu, voire jamais, des luttes ouvrières, et de leur nécessaire développement. Au contraire, on fait tout pour maintenir la « trêve électorale », on explique que les travailleurs ne devront pas se livrer à des « poussées irréfléchies » (8), on met en avant dans le cadre de la politique anti-inflationniste une politique d'intégration des syndicats, on veut comme le dit G. Mathieu (9), convaincre les syndicats des contraintes nécessaires... Il est vrai que F. Mitterrand se fixe comme objectif la « concorde entre les citoyens » (10)... !

On limite considérablement la satisfaction des revendications, y compris par rapport au programme commun. On insiste bien sur la réduction du taux de croissance à 4,5 % qui « suppose moins de production et donc moins à répartir et moins à distribuer. Et cela implique pour tout programme politique de douloureux sacrifices » (11). On propose des mesures (notamment sur l'emploi) qui sont en retrait y compris par rapport aux 5 propositions (déjà minimales) de mars 1974. C'est seulement entre 6 et 24 mois que pourront intervenir la baisse de la durée du travail à 40 h, la retraite à 60 ans et la 5ème semaine de congés. On met bien en valeur le fait que les profits ne seront que très peu atteints, et que les excédents inflationnistes du budget suffiront à financer l'essentiel des mesures prévues pour les 6 premiers mois. Bien plus, on présente des mesures qui ont pour but avoué de réduire la consommation populaire (emprunt de 10 milliards, indexation de l'épargne : qu'en pense P. Herzog, économiste du PCF, qui écrivait : « On ne lutte pas contre l'inflation en stimulant l'épargne » (12)), ou qui y aboutiront (la réintégration du franc dans le « serpent » monétaire européen, c'est à dire le retour à des taux de change fixes, implique une attaque contre la consommation populaire (13)).

Bref, tout ce beau monde s'accorde pour arriver à ce résultat intéressant : pour éviter que les revendications soient laminées par l'inflation... limitons les revendications !!

GESTION LOYALE

Si on limite les revendications, par contre on en appelle à l'accroissement de la production et de la productivité : sinon, le programme

socialisera rétréci. G. Marchais renchérit en donnant l'exemple de 1945-47, période où les communistes « ont fait la démonstration de leur loyauté, de leur efficacité, et de leur volonté de respecter les engagements pris » (14).

Mais puisque le système capitaliste est maintenu, la hausse de la production et de la productivité, présentée comme un moyen anti-inflationniste, prend un autre sens : elle pourra être obtenue, non par une disparition des gaspillages (notons d'ailleurs que dans le cadre du capitalisme maintenu, la lutte contre le gaspillage signifie : concentration du capital, fermeture d'usines, licenciements), mais par une meilleure accumulation du capital, elle-même porteuse des rapports d'exploitation.

Deux conclusions s'imposent :

1) l'inflation existera sous Mitterrand parce que le système capitaliste sera maintenu, et si elle ne s'accélère pas, c'est parce que l'Union de la Gauche aura totalement capitulé au niveau des revendications;

2) en étudiant la politique anti-inflationniste proposée, on voit, en définitif, que le projet de l'Union de la Gauche est de gérer loyalement le capitalisme.

Cela ne signifie,

* ni que le projet soit, dès maintenant, soutenu par la bourgeoisie, même si dans la presse bourgeoise (Les Echos par exemple) commencent à apparaître des propos élogieux. La bourgeoisie cherche, avant tout, pour le moment, à obtenir le maximum de gages et de capitulations de Mitterrand.

* ni que le PCF puisse pratiquer une gestion loyale en toutes circonstances. Le développement éventuel des luttes ouvrières imposerait une limite aux capitulations du PCF, sous peine pour lui de perdre une influence significative au sein de la classe ouvrière. C'est de ce point de vue qu'on peut interpréter les divergences qui commencent à se manifester entre le PCF et le PS (le premier insistant beaucoup plus sur le programme commun et les nationalisations) : elles illustrent le fait que le PCF, en raison de ses liens, doit davantage tenir compte de la réaction de la classe ouvrière et de ses propres militants. Elles ne signifient pas que l'objectif de la direction du PCF soit la destruction de l'ordre bourgeois !

(1) cf. Le Monde du 20.4.74

(2) cf. l'article de J.Saulnier dans Rouge N.25

(3) cf. Le Monde du 20.4.74

(4) cf. Le Monde du 29.4.74

(5) cf. Le Monde du 20.4.74

(6) cf. Le Monde du 20.4.74

(7) Ibid.

(8) Ibid.

(9) Ibid.

(10) Déclaration de F.Mitterrand à France-Inter, le 18.4.74

(11) Economie et Politique, déc. 1973, p.48

(12) Quant à M.Rocard, lui, il préconise des « normes contractuelles, par branches » pour les augmentations de salaires, liées à l'évaluation des prix et de la productivité !!! (cf. Le Monde du 19.4.74.)

(14) L'Huma du 19.4.74

axelos marx penseur de la technique

babeuf le tribun du peuple

castoriadis la société bureaucratique

t. 1 : les rapports de production en russie

t. 2 : la révolution contre la bureaucratie

castoriadis l'expérience du mouvement ouvrier

t. 1 : comment lutter

certeau la culture au pluriel

deutscher trotsky

eisenstein mettre en scène

épistémologie et marxisme

glucksmann le discours de la guerre

kessel les communistes albanais contre le révisionnisme

kessel le mouvement "maoïste" en france t. 1

korsch/mattick/pannekoek/ruhle/wagner la contre-révolution bureaucratique

lénine la révolution prolétarienne et le renégat kautsky

london le talon de fer

london les vagabonds du rail

luxembourg introduction à l'économie politique

lyotard dérive à partir de marx et freud

mandel traité d'économie marxiste

marat les chaînes de l'esclavage

marx manifeste du parti communiste

marx la question juive

marx critique de l'économie politique

marx grundrisse

marx/engels la chine

la piste rouge, italie 1973

ratgeb de la grève sauvage à l'autogestion généralisée

rioux révolutionnaires du front populaire

rousseau écrits politiques

rousset l'univers concentrationnaire

structuralisme et marxisme

tillon la révolte vient de loin

trotsky littérature et révolution

trotsky cours nouveau

vaccari théologie et révolution

vertov articles, journaux, projets

villermé état physique et moral des ouvriers

1018

collection dirigée par christian bourgeois

L'HEURE DE STAKHANOV

Exaltante perspective ! Mitterrand, s'il est élu, prendrait Gaston Defferre comme premier ministre. Il y a peu Gaston, avec le franc-parler de la Cannebière, affirmait que la présence des communistes au gouvernement garantissait la paix sociale. Thème largement repris depuis par Mitterrand.

Le refrain est connu, le disque, hélas, n'est pas prêt d'être usé. L'histoire risque de se répéter, mais pour les travailleurs, ce ne sera pas une farce. L'écrivain public Jean-Jacques Servan-Schreiber vient de rappeler que les ministres communistes avaient aidé à la reconstruction de la France. Comment l'éventuelle arrivée de Mitterrand au pouvoir n'évoquerait-elle pas la période de l'après-guerre puisque lui-même y fait souvent référence... Certes, les conditions sociales, politiques et économiques sont complètement différentes. Mais sur un point la comparaison s'impose. L'attitude du parti communiste face aux revendications ouvrières sera-t-elle la même qu'à la Libération ?

LA BATAILLE DE LA PRODUCTION

Il faudrait publier une anthologie de ces textes de 1944-1947 où la direction du parti communiste découvre soudain que le marteau piqueur du mineur devient une arme décisive de la lutte des classes. Produire, produire, produire ! Que d'appels lyriques, enflammés, didactiques, menaçants, exaltés, pathétiques pour que la production augmente. On dirait que le sort du monde en dépend. « Cette tâche immense a exigé, exige toujours beaucoup d'efforts. Comme nous n'avons cessé de le répéter, elle ne peut être l'œuvre d'un seul parti ou de quelques hommes. Elle sera l'œuvre de tous les Français unis pour gagner la bataille de la production, comme ils furent unis pour gagner avec l'aide de nos alliés la bataille de la Libération ». En voilà une tâche exaltante ! Les « lendemains qui chantent » sont vraiment pour demain.

Les mineurs, tout particulièrement, sont encouragés à l'effort. De la production de charbon dépend l'ensemble de la reprise industrielle. Aussi « faire du charbon » devient la forme la plus élevée du devoir de classe...

STAKHANOV, NOTRE MAITRE !

Pour augmenter la production, il ne suffit pas de travailler comme avant. Encore faut-il travailler plus et

mieux. Sans cesse reviennent dans la presse du parti des hymnes lyriques à l'augmentation des rendements individuels. Les militants stalinien vont se transformer en véritables gardes-chiourmes et remplacer avantageusement (pour la patronat) la maîtrise. Emules de Stakhanov, les dirigeants communistes citent au tableau d'honneur les travailleurs sacrifiés sur l'autel de la production. A Waziers, Thorez donne en exemple les métallos qui renoncent à leurs vacances pour fabriquer des marteaux piqueurs. « La Tribune », organe du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, publie dans la rubrique « Des artisans de la renaissance française » le nom des ouvriers qui ont augmenté le rendement. La durée du travail se ressent de cette « émulation ». Une circulaire est adressée par le secrétaire d'Etat communiste, Patinaud, à ses inspecteurs pour ne pas s'en tenir à l'officielle semaine de 40 H et recommander la semaine de 48 H ! Les stimulants moraux ne donnent pas assez de résultats ? On va intéresser directement les travailleurs à la productivité par le salaire aux pièces, les primes de rendement. « A chacun d'augmenter sa production personnelle, il augmentera du même coup son gain propre » se félicite Cogniot dans « L'Humanité ». La bataille de la production trouve là son stimulant matériel. « Abandonnez les idées qui ne correspondent plus à la réalité. Adoptez les méthodes modernes de production » recommande Thorez aux mineurs. Les méthodes modernes de production ? L'introduction du salaire individuel lié aux normes de production individuelles. Est-ce contraire aux idéaux du communisme ? Maurice Thorez rassure ses audi-

teurs : « On a introduit à côté du paiement d'équipe le paiement individuel. Ces nouvelles méthodes, on nous accuse de les avoir jadis combattues. Oui, nous étions contre elles quand il s'agissait d'exploiter et d'accabler les mineurs. Mais nous les préconisons quand il s'agit de les appliquer avec le concours des mineurs, pour améliorer le rendement et augmenter leurs salaires ». Les mineurs cesseraient-ils d'être exploités par la seule vertu du verbe thorezien ?

LA TRAHISON DES TRUSTS

Tout pour la production, mais surtout rien contre la production. Qui peut bien vouloir, au milieu de cette ferveur patriotique, entraver le développement de l'économie ? Les nostalgiques de Vichy, les « collabos » que l'on retrouve dans les conseils d'administration des trusts. Les Trusts, voilà l'ennemi. « Et maintenant, où est le péril mortel pour notre pays ? Il est sur le terrain de la production où les mêmes éléments qui provoquent la défaite, l'invasion de notre pays, poursuivent sciemment un plan de désagrégation, de désorganisation de notre pays ». Le but du sabotage est clair, il s'agit d'un immense complot contre la Nation. Ce complot des trusts est sans cesse évoqué, sans qu'il soit expliqué à un seul moment en quoi le patronat aurait un intérêt quelconque à la baisse de la production. Le journal des « comptoteurs ». Les Echos, n'a pas l'air de se plaindre de la reprise industrielle. « Voyez l'exemple des mineurs. Le général de Gaulle et Maurice Thorez sont allés leur parler et leur ont demandé logiquement, patriotiquement, humainement, de produire davantage de charbon. Je ne sais lequel des deux ils ont écouté. Peut-être les deux ; toujours est-il que sans contrainte la production de charbon a augmenté et augmente encore ». Diable, un patron, gaulliste, patriote, vichyssois, reste un patron. Quand la production augmente, le profit suit. Proclamer que les trusts sont contre la production, puisque la production c'est l'intérêt du peuple, c'est affirmer que le peuple, lui, est pour la production, puisqu'il est contre les trusts.

LA GREVE EST L'ARME DES TRUSTS

La campagne contre le « complot des trusts » n'était qu'un dérivatif aux difficultés de la reconstruction. Mais les trusts, dans leur sombre dessein, avaient un allié de choix : les fauteurs de grèves. L'impératif catégorique d'augmentation de la



manifestation de la CGT, 26 mars 1947.

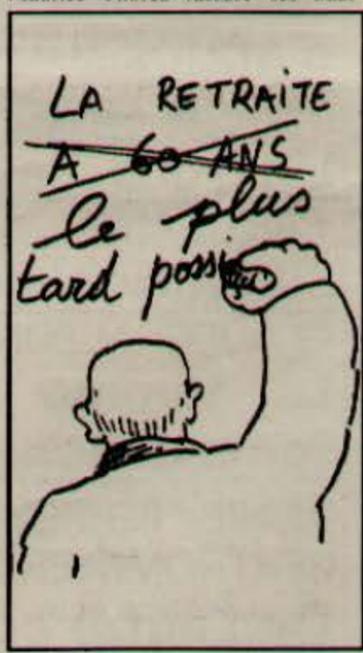
production aboutit logiquement à la condamnation de tout ce qui s'oppose à l'effort de reconstruction. Trusts et grèves se retrouvant ainsi dans le même sac. Qui a les mêmes buts à les mêmes mobiles... L'amalgame réalisé devient un argument de poids. « Aujourd'hui, il s'agit de produire pour assurer contre la réaction et les trusts l'avenir de la France, le triomphe de la démocratie. Ceux qui refusent l'effort aujourd'hui ou qui conseillent de s'y refuser, ceux qui parlent de grèves sont ceux qui se gardaient bien d'arrêter le travail du temps de l'occupation ».

Les patrons des trusts étant d'anciens « collabos », les grévistes complices objectifs ne peuvent être que d'anciens vichyssois. Lors de la grève des rotativistes en janvier 1946, Thorez s'écrie au conseil des ministres : « Ce sont des anarchistes qui se sont déshonorés pendant la guerre ! Jamais je n'ai entendu parler d'un ouvrier du Livre qui ait refusé d'imprimer le *Pariser Zeitung* ».

De même, lors de la grève des postiers d'août 1946, Monmousseau écrit dans *L'Humanité* (5 août) : « Les premières informations que nous recevons démontrent qu'une poignée d'agents répartis dans différents centres qui sous l'occupation collaborèrent avec Pétain, sont à la base du mouvement d'indiscipline qui risque de compromettre les postiers et la CGT aux yeux de la population française ». Pendant toute la période où il participe au gouvernement, le parti communiste ne soutiendra pas une seule grève. Bien plus, il les combattra et les condamnera avec énergie. Le ton solennel est donné par Maurice

Thorez devant les mineurs de Waziers. « Ici, chers camarades, je le dis en toute responsabilité au nom du comité central, je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat ». A bon entendeur, salut ! En décembre 1945, éclate une grève des fonctionnaires. Crime de lèse-majesté : le ministre de la Fonction Publique est Maurice Thorez. Au conseil des ministres, il refuse de donner satisfaction aux grévistes. Les grévistes de la Presse, en janvier 1946, sont condamnés car ils remettent en cause la politique gouvernementale de blocage des salaires. Pendant l'été, les postiers déclenchent une grève victorieuse, malgré la fédération CGT contrôlée par le PCF. Las ! C'est encore un complot. « Dès maintenant, l'organe des hitléro-trotskystes ne laisse aucun doute sur l'origine et les buts de la provocation ». C'est un numéro spécial de « La Vérité », hebdomadaire du PCI, section française de la IVème Internationale, qui provoque ainsi la fureur de « L'Humanité ». Des exemples de cette sorte abondent : la grève sabotant la production résulte inmanquablement d'un complot. Pourtant, les grèves sont nombreuses. Courtes, elles restent isolées. Minoritaires, elles sont écrasées par l'appareil stalinien. Il faudra attendre la grève de Renault, la première grande grève de l'après-guerre, pour voir le PC tourner casaque. Encore avait-il commencé par la combattre.

Alors demain, les deux Georges, faudra-t-il porter des manches courtes pour éviter de se les retrousser ?



Arlette

drapeau en poche

Aux dernières élections législatives, les candidats de Lutte Ouvrière avaient obtenu 2,3 % des voix là où ils se présentaient. Aujourd'hui, l'objectif de LO, c'est de faire mieux et ainsi de s'imposer comme une force avec laquelle il faut compter, y compris sur le terrain électoral.

L'objectif une fois défini, encore convient-il de se doter des moyens adéquats, c'est là dire que la pente devient glissante pour LO.

Avouoir « faire un score », l'on risque d'oublier que les élections sont avant tout pour les révolutionnaires, une tribune exceptionnelle, l'on risque de succomber à la tentation d'arrondir les angles

de son programme : si les électeurs ne viennent pas à LO, peut-être LO pourrait-elle faire un pas dans leur direction.

Avec la profession de foi d'Arlette (qui dans son genre, est un véritable chef-d'œuvre) c'est dans cette direction qu'on marche à grands pas.

Omettant de signaler qu'elle est trotskyste et membre de Lutte Ouvrière, elle se présente — drapeau en poche — comme la candidate « de l'extrême-gauche », « des révolutionnaires » ! Quand on sait de surcroît que cette candidature a été présentée d'emblée contre tout accord de l'extrême-gauche sur la candidature de Piaget, ce label opportuniste apparaît largement usurpé.

Mais où l'affaire devient étonnante, c'est lorsque ce texte diffusé à 31 Millions d'exemplaires présente les révolutionnaires comme « des gens qui, tout simplement sont pour le progrès social, c'est-à-dire le progrès qui améliore les conditions d'existence de l'ensemble de la population » ! Avec pareille défi-

nition, le clivage entre révolutionnaires et réformistes est pour le moins gommé.

Camarades de LO; lorsque vous parlez de l'Etat, il ne suffit pas de dire qu'il est au service des riches et qu'il « défend les intérêts des patrons et des banquiers », ce qui justement distingue les révolutionnaires des réformistes c'est qu'ils entendent détruire cet état et s'en donner les moyens. En se défilant dans des généralités ambiguës chaque fois que sont abordés des problèmes tels que ceux de la violence, de l'armée ou de la police, on peut peut-être glâner quelques voix, mais on n'éduque pas les travailleurs. Pas plus qu'en omettant de préciser qu'on est pour l'avortement et la contraception libres et gratuits pour les mineurs.

Pour des révolutionnaires, une candidature, c'est avant tout une tribune pour défendre leur programme et préparer les travailleurs à qui l'on s'adresse aux combats de demain. En matière de programme, répondre que « ceux qui ont pris la Bastille en 89 n'en avaient pas », c'est tout au plus une boutade de mauvais goût. Quant aux combats futurs,

Arlette se contente d'affirmer qu'il faudra ne pas faire confiance à Mitterrand et se battre sur les « revendications urgentes » des travailleurs, en les présentant de la façon la plus floue : augmentation des salaires garanties par l'échelle mobile, mais rien sur les 200 F « NI SUR L'ECHELLE MOBILE UNIFORME QUE DEFEND LO; diminution du temps de travail non chiffrée (LO défendait récemment les 30 heures); refus des licenciements collectifs (mais rien sur les moyens d'imposer ce refus, sur le droit de veto en particulier); élargissement des libertés syndicales et politiques dans les entreprises comme ailleurs (sic). On croit rêver devant ce flou savamment entretenu qui met délibérément sous la table tous les problèmes épineux, en oubliant au passage les revendications des immigrés.

Rien sur les nationalisations; Sur l'auto-défense et tout ce qui peut préparer les travailleurs à affronter la violence bourgeoise: rien.

Et à la question: comment s'organiser pour imposer nos revendications? aucune réponse

non plus. Parler des Comités de Grève aurait clarifié les choses, mais fait sans doute perdre quelques voix ouvrières.

La seule tâche pratique préconisée, c'est l'appel répété 15 fois en une seule page, à voter pour Arlette.

En réduisant sa carte de visite à celle de la candidate « qui dit la vérité », celle qui prend le parti des petits contre les gros, des militants ouvriers contre les « professionnels de la politique », Lutte Ouvrière ne cède pas à l'électorisme: elle y sombre corps et biens.

publicité

TEP

théâtre national

du 5 avril au 15 mai

Milan KUNDERA

LES PROPRIÉTAIRES DES CLÉS.

17 rue molle-brun - Paris 20e
m° gambetta - tel. 636.79.09

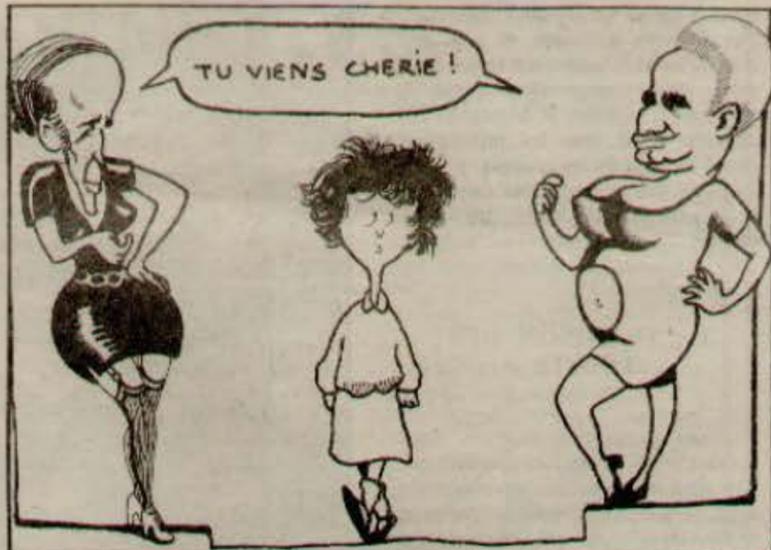
POURCENTAGE AU FEMININ

Qui a dit : « Toutes les réformes faites en faveur de l'émancipation des femmes sont restées des réformes d'hommes, conçues par eux ; mais les femmes restent en dehors du pouvoir politique que les hommes exercent et ne partagent pas. Cette ségrégation doit disparaître » ?

C'est Jacques Chaban-Delmas en personne, le 30 avril à France-Inter.

Les élections 74 sont serrées. On s'arrache les pourcentages qui restent « à prendre ». C'est la ruée vers les femmes. Mais, attention, un sondage de la SOFRES, analysé par Françoise Giroud dans « L'Express » a mis la puce à l'oreille. Se gagner les voix des femmes est chose hasardeuse et compliquée. « Féminisme »... passe ! Mais comment se conserver les électrices de plus de 65 ans ? Elles représentent 4.300.000 voix (dont 3.000.000 de veuves) alors que dans la même tranche d'âge, les électeurs ne sont que 2.700.000. Ce sont elles les voix qui peuvent faire « bascule », dans les tranches d'âge de 20 à 64 ans, les femmes sont en effet moins nombreuses que les hommes. Comment concilier alors l'audace de propos « féministes » avec la prudence requise pour conquérir les dames de plus de 65 ans, ce « surplus » de voix de femmes ?

Première solution, la mise sur pied d'un BUREAU D'INFORMATIONS « SPECIAL PRESIDENTIELLES FEMMES » qui annonçait, dès ces sondages connus, le 23 avril son souci d'éducation civique des femmes « particulièrement des femmes âgées, seules, plus démunies encore que les autres ». Le bureau émane du CONSEIL NATIONAL DES FEMMES FRANÇAISES et se dit parfaitement « apolitique ». En effet, Mme Delachenalle, présidente de l'Union Féminine Civique et Sociale, sœur de Mitterrand, y



côtoie Mme de Lipowski (UDR), présidente de l'Amicale des Elues Municipales (on ignore qui est la présidente de Femmes de Valeur !).

Autre solution : habiller d'audace des propos strictement conservateurs. Le même Chaban-Delmas dont nous venons de citer les propos résolument « féministes » a, dans le même discours, rassuré les familles et les dames âgées, soupçonnées sans doute d'être moins téméraires : « Nous disons que les femmes au foyer, en élevant leurs enfants, exercent une tâche utile, la plus utile, puisqu'elles forment de futurs citoyens ».

Mieux, après avoir expliqué que le problème de l'avortement devait se régler « dans le secret des cœurs » ; après avoir annoncé un referendum pour entendre la voix des femmes, Chaban a dû rendre des comptes. Marche arrière dans un meeting le 30 avril : « Le respect du droit à la vie est prioritaire ». Il venait là sans doute de se réconcilier avec Marie-Madeleine Dienesch. Elle

avait publié un « Manifeste Féminin » en sa faveur le 22 avril. Chaban n'avait jamais refusé son soutien, elle qui avait participé au premier meeting de Laissez-les-vivre.

Giscard d'Estaing, lui, n'a pas tellement les moyens de bluffer. Son plus proche collaborateur, Michel Poniatowski, ministre de la Santé, a déjà démontré comment il entendait « libéraliser » la loi sur l'avortement. En février, une femme, mère de famille, admise à l'hôpital de la Cité Universitaire pour mauvais état général dû à sa grossesse, demande un avortement. Le chef de service refuse : « Allez vous faire avorter au MLAC ou ailleurs ». Une assemblée du personnel hospitalier (70 personnes) décide de prendre en charge cet avortement. Trois d'entre eux sont licenciés. Poniatowski couvre la sanction. N'osant pas se prononcer directement sur ce cas d'avortement, il déclare : « Il est inadmissible que cette décision ait été prise par des non médecins ». Giscard se ratrape : il promet d'élever la pension des électrices veuves.

LES FEMMES SONT-ELLES REACTIONNAIRES ?

« No work, no sex » (Pas de travail, pas d'amour !), « Les militants à la porte ! », « Thornet au billot ! ». Et voilà, nous y sommes. Là, il s'agit d'une manifestation de femmes, les épouses des 12.500 grévistes des usines Leyland (fabrication d'Austin Marina).

Les ouvriers sont en grève à l'appel de leurs organisations syndicales pour protester contre le licenciement de l'un d'entre eux, Thornet (« trotskyste » !). De ce fait, ils ramènent de moins en moins d'argent à la maison. Une partie des femmes de grévistes, à l'initiative de l'une d'entre elles (on aimerait connaître la position de son mari dans la grève) s'organise, marche sur l'usine en se heurtant aux piquets de grève. Désormais, elles font des marches tous les jours sur le siège régional de la TUC, jusqu'à ce que le travail reprenne.

Elles n'auront pas usé de l'arme suprême qu'elles avaient annoncée, comme le dit « Le Figaro » : « le refus à leurs époux des droits maritaux, aussi longtemps qu'ils ne reprendraient pas le travail ».

Il est vrai que l'oppression des femmes dans notre société, loin de les mobiliser spontanément dans une lutte organisée contre les responsables de cette oppression, les rend idéologiquement réactionnaires. L'isolement des femmes dans le cadre étroit du foyer, leur éducation à la seule fonction de reproductrices, de femmes de ménage et de cuisinières, l'abaissement qu'elles subissent comme objets sexuels à coup de mass media, les coupent de la vie sociale, de la vie politique.

Pourtant, la surexploitation des

femmes dans les entreprises les a jetées dans les luttes. Et là, à Cerisy, à Lip, à Thionville, elles se sont révélées des militantes audacieuses car le pas qu'elles ont franchi dans la lutte est irréversible.

Comment les gagner au socialisme, elles qui ont tout à y gagner ? Comment s'adresser à elles ?

LES PROPOSITIONS DE MITTERRAND

A cela, les réponses du programme commun et de Mitterrand sont simples. Tous les problèmes qui les concernent sont des problèmes politiques généraux.

« Il se trouve que... », « bien souvent les femmes sont opprimées... ». Ces phrases sont révélatrices : le PC et le PS ne comprennent rien à l'oppression spécifique des femmes. Ils s'intéressent aux revendications légitimes des femmes travailleuses (l'égalité des chances et des droits). Mais jamais ils n'expliquent pourquoi cette surexploitation des femmes par le capitalisme est rendue possible : c'est à dire à cause de l'oppression que subit la femme dans le cadre de la famille patriarcale. Pour eux, l'oppression des femmes, c'est le système capitaliste qui la crée. Moralité : avec le socialisme, il n'y aura plus de problème...

On ne voit pas pourquoi, dans ces conditions, les femmes s'organiseraient de façon autonome. Il leur suffit de rentrer dans les partis qui veulent le socialisme et de voter pour le candidat de gauche. Chaque fois qu'une question est posée à Mitterrand sur les rôles respectifs de la femme et de l'homme dans la famille,

Mitterrand biaise, esquive, attaque ou s'excuse : « Vous savez, moi, je suis des vieilles générations »...

Si les objectifs minimum ne sont pas :

- équipements collectifs gratuits pour le lavage, le repassage, la couture, etc.
- restaurants et cantines de quartier gratuites
- crèches de qualité ouvertes la nuit et le week-end.

rien de fondamental ne changera dans la condition de la femme. Ce sera encore elle qui aura la double journée de travail et qui, de fait, sera encore une fois hors du circuit social, de la politique.

CE QUE NOUS PENSONS

C'est pourquoi nous pensons, nous, que ce n'est pas en mendiant le bulletin de vote des femmes au moment des élections que les femmes prendront conscience de leur intérêt historique au socialisme.

Ce qu'il faut, c'est tout faire pour favoriser leurs luttes à l'usine ou au bureau. Tout faire pour favoriser leur organisation autonome, car seul un mouvement de femmes est capable de faire prendre conscience à chacune que ses problèmes de femme ne sont pas les siens propres, mais ceux de toutes les femmes. En se battant radicalement contre leur oppression en tant que femmes, elles prennent conscience de la nécessité du socialisme. Très vite aussi, les femmes organisées comprennent la nécessité absolue qu'il y aura à se battre après la révolution socialiste pour que toute forme d'oppression, aussi subtile soit-elle, disparaisse définitivement.



publicité

FRANÇOIS MASPERO - Editeur

1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris
633-41-16

NICOS POULANTZAS

Pouvoir politique et classes sociales (2 vol.) chaque 8,00 F

RALPH MILIBAND

L'Etat dans la société capitaliste 38,00 F

P.PH REY

Les alliances de classes 28,00 F

COLLECTIF D'ALPHABETISATION G.I.S.T.I.

Le petit livre juridique des travailleurs immigrés 5,00 F

BERNARD GRANOTIER

Les travailleurs immigrés en France 30,00 F

CHRISTIAN

BAUDELLOT ET ROGER ESTABLET
L'école capitaliste en France 32,00 F

La France trafiquant d'armes 6,00 F

COMITE MLAC

Libérons l'avortement 6,00 F

PARTISANS

Libération des femmes 8,00 F

CLAUDE ALZON

La femme potiche et la femme boniche 13,00 F

ANNIE FERREY-MARTIN, VIVIANE BERTHOMMIER, CATHERINE WOLF

De l'autre côté de la maternité 24,00 F

CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE

L'inflation 8,00 F

PIERRE JALEE

L'exploitation capitaliste 8,00 F

JEAN-LUC DALLEMAGNE

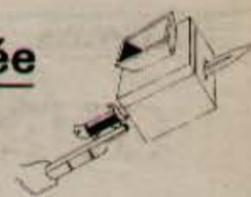
La politique économique bourgeoise 14,75 F

BRONISLAW MINC

L'économie politique du socialisme 78,00 F

JEAN BABY

Un monde meilleur 20,00 F



QUATRE MARINS ARRETES A TOULON

Nous apprenons que 4 marins de la base de Toulon, soupçonnés d'être des diffuseurs de Col Rouge viennent d'être arrêtés. Interrogés et mis au secret, ils ont refusé toute collaboration avec les flics. Le soir même, à Marseille, un de leurs camarade, marin engagé, participait au meeting du FCR à Marseille et relatait leur arrestation.

Galley osera-t-il traduire les marins de Toulon devant la justice militaire? S'il en prend le risque, qu'il sache que les anti-militaristes de ce pays lui réservent une réponse appropriée.

Dans les casernes, pas de trêve! Ce n'est pas un mot d'ordre, c'est un constat. Le décor planté par Galley et son encadrement ne s'est pas modifié d'un pouce. Brimades, corvées, crapahutages, ennui et dénis de droits demeurent le lot quotidien du bidasse. Exactement comme avant le 2 avril.

Et pourtant, quelque chose a changé. La mort de Pompidou a frappé symboliquement l'édifice militaire, et le 3 avril, les airs consternés et inquiets de l'encadrement contrastaient avec les mines goguenardes des appelés. Des appelés qui ne se bouscullaient pas au portillon pour aller faire de la figuration aux messes de deuil...

Quelque chose a changé qui tient à une audace et une détermination nouvelles parmi les appelés combattifs. L'ouverture de la campagne électorale, la perspective d'un renversement possible du régime ont joué un rôle de catalyseur des luttes. Ce qui était à la limite du supportable hier ne l'est plus du tout au moment où Galley pourrait pousser ses derniers aboiements de Ministre de la guerre.

INSUPPORTABLE...

Insupportable l'interdiction de « Libé » dans les casernes, les brimades des stages commandos, l'envoi de la 3ème compagnie du 51ème Régiment d'Infanterie à Margival le 5 mai, le même dont une section fut exterminée le 23 janvier sous le tunnel de Chézy; insupportable la répression accrue, l'emprisonnement tout récent de soldats à Reims, Mourmelon, Nancy, de marins à Toulon.

La coupe déborde. L'initiative autonome des appelés connaît une

meute d'officiers de Sécurité. Ce qui tend à indiquer que le rapt et l'incarcération de boucs émissaires comme Sylvain Ployaut ne suffit pas à éteindre l'incendie de la subversion.

LES COMITES

La multiplication des comités de soldats est l'indice le plus frappant de cette combativité nouvelle. Comités souvent constitués à l'initiative de militants révolutionnaires, mais regroupant toujours une frange de soldats combattifs beaucoup plus large que celle de « gauchistes » sous l'uniforme. Comités dont l'hétérogénéité politique reste grande, qui parfois sont de véritables cellules anti-militaristes comme ceux qui se rattachent au Front des Marins, Soldats et Aviateurs révolutionnaires et d'autres plus largement es groupes de discussion, de débat, etc... Mais tous ces comités ont ceci de commun qu'ils regroupent des soldats déterminés à lutter clandestinement contre l'encadrement réactionnaire, les brimades, l'absence de droits, et qu'ils le font en toute connaissance de cause, sans risquer de prendre des initiatives spectaculaires et dangereuses. C'est le cas des soldats de Mourmelon dont le tract, dénonçant les exercices commandos qu'on leur imposait a connu un large écho. C'est le cas des soldats du FSMAR du CEC de Pont St Vincent qui recouvrirent le centre d'inscriptions, le jour d'un rassemblement de crevures...

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que Galley a bondi comme un chien de Pavlov en entendant Krivine évoquer les comités de soldats à la télé. C'est qu'il sait bien qu'à partir du moment où se développent massivement de telles structures autonomes d'expression et d'initiative des appelés, c'est un phénomène irréversible qui s'enclenche, ce sont les murs du ghetto militaire qui volent pour de bon en éclat...

L'unanimité, la cohésion de la conscience des soldats combattifs qui s'expriment à travers leurs revendications sont également frappante: le terrain de leur mobilisation, c'est le refus en bloc de leur statut de parias sociaux et politiques, de bétail à crevures:

« La suppression des journaux est une atteinte intolérable au simple droit à l'information, sous prétexte « d'atteinte au moral des troupes », l'armée montre d'une part sa faiblesse (avoir peur d'un journal alors qu'on possède la bombe atomique !...) et sa peur devant les appelés qui n'ont pas oublié l'immense mouvement de lutte contre la loi Debré et contre son armée. Malgré la répression continue et l'absence de tout droit il faut que l'on sache que sous l'uniforme nous restons des travailleurs et que nous n'obéirons pas à ces apprentis Pinochet.

Pour la liberté de lecture de toute la presse dans les casernes!

Pour le droit réel à l'objection de conscience que les motifs soient philosophiques ou politiques!

Pour la liberté d'expression politique, de réunion, et d'organisation dans les casernes!

Contre l'armée de guerre civile! » écrit un groupe de soldats qui s'adresse à Rouge après l'interdiction de Libé dans les casernes.

Le bulletin des soldats (FSMAR) de Grignan (« On est d'Dans ») reprend en écho:

« Aujourd'hui, on nous sucre des perms, on nous enferme entre de hauts murs, on nous fait marcher au pas, on nous rase, on nous donne une aumône en guise de solde, et on nous dit: TAISEZ VOUS! Sinon



recrudescence spectaculaire. Partout, leurs actions gagnent en insolence, en ampleur, en efficacité. A Toulon, les marins révolutionnaires ont diffusé deux numéros de « Col Rouge » à plus de 2000 exemplaires, dans les bases, les trains, le quartier réservé, parfois à visage découvert. Les répercussions de ces actions ont été si importantes, dans la presse locale et même nationale, que le très haut commandement s'en est ému et a mis ses meilleurs limiers sur la trace des marins rouges. Dans telle caserne d'Allemagne, un comité d'action d'une cinquantaine de soldats s'est constitué. Pour des raisons de sécurité, ce comité s'est structuré en « escadrons » plus restreints dont seuls les responsables se connaissent et se rencontrent. A Mourmelon et Reims, la Sécurité Militaire s'est sentie confrontée à des mouvements tellement massifs qu'elle a dépêché sur les lieux une véritable

gare: il y a le trou et peut-être le rabb'!

Demain, on nous demandera, peut-être, de casser la gueule aux grévistes, d'aller à la boucherie la fleur à la boutonnière, comme au Chili, sinon...

Cela, nous ne l'acceptons plus! Mais ne pas l'accepter, en murmurant, c'est une chose! MAIS REFUSER D'ETRE UNE MARIONNETTE DANS LES MAINS DES GRANDES PASSE PAR L'ORGANISATION, et s'organiser c'est s'unir.

Alors regroupe-toi avec nous pour imposer:

- une solde au SMIG!
- la gratuité des transports!
- la dissolution des tribunaux militaires!
- la liberté de lecture et de réunion!

Tandis que le comité des soldats du 51ème RI dénonce dans un communiqué de presse la conspiration du silence entretenue par les crevures autour de l'accident de Chézy:

« Si la hiérarchie avait pu cacher ces 8 morts, jamais personne n'aurait entendu parler de Chézy sur Marne. Qui sait que depuis l'accident de Chézy, au moins 16 militaires ont trouvé la mort dans des accidents « en service commandé »?

Comment dans ces conditions faire confiance à nos officiers? Nous ne voulons pas que le 51ème RI retourne à Margival. Au préalable, nous exigeons de connaître les résultats de l'enquête; nous voulons avoir toutes les informations sur les Centres Entraînement Commando et leurs buts; nos familles et la presse doivent pouvoir à tout moment visiter les installations des centres-commando. »

UNE PHASE NOUVELLE

La multiplication de ces comités démontre clairement que les luttes

UN MARIN DE TOULON NOUS ECRIT

Toulon le 29-4-74

Messieurs,
Voici deux mois que « Col Rouge » paraît et déjà ces « messieurs dames » paniquent. A bord de presque tous les bâtiments, le courrier est trié et contrôlé.

(...) Nous sommes trois dont deux appelés et moi-même, engagé, à demander un abonnement à ce journal qui nous est fortement utile et réconfortant. Pourriez-vous nous l'adresser à l'adresse suivante (...).

Ainsi, nous aurons le plaisir de le faire circuler!

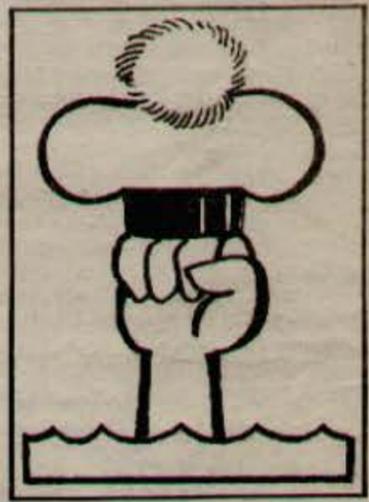
Voici des exemples typiques de

des appelés entrent maintenant dans une phase nouvelle. Une phase notamment marquée par le développement d'une conscience aigüe, parmi les soldats combattifs, de la nécessité de répercuter leurs luttes à l'extérieur. C'est ce qu'ont fait les soldats du 24ème RIMA de Perpignan qui se sont adressé au CDA local pour qu'il fasse connaître le fascisme ordinaire qu'y font régner les crevures.

C'est ce que font les marins rouges de Toulon qui écrivent:

« Si un gars de chez toi a des embêtements à cause de Col Rouge: écris tout de suite au CDA. Aucun officier ne gagne du galon à déclencher une campagne anti-militariste. Et les amiraux savent très bien que l'armée ne redorera pas son blason aux yeux des civils en emprisonnant des gars qui sont simplement curieux. »

Confrontée à cette recrudescence d'activité politique, la hiérarchie militaire s'efforce de riposter du tac au tac en frappant durement partout où ça bouge. Galley, en tonitruant contre Krivine, apporte sa bénédiction et encourage cette répression. Vain combat contre l'hydre de la subversion. Les appelés riposteront en surmontant la dispersion de leurs initiatives, en doublant la mise.



la vie militaire et, croyez-moi, à bord, cela ne manque pas!

1) L'Amiral se rendant à bord, il a fallu faire édifier une façade!

2) Une flaque d'eau stagnait à la base de la coupée, un « taff » fut désigné pour éponger avec une serpillière pour que ce soit bien propre!

3) Le bâtiment étant en carenage, les WC étaient alors sur le quai. Il a fallu déranger le chauffeur afin qu'il emmène M. l'Amiral satisfaire ses envies à 30 m, en 4 L.

Avec nos remerciements, veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Achetez ses livres à

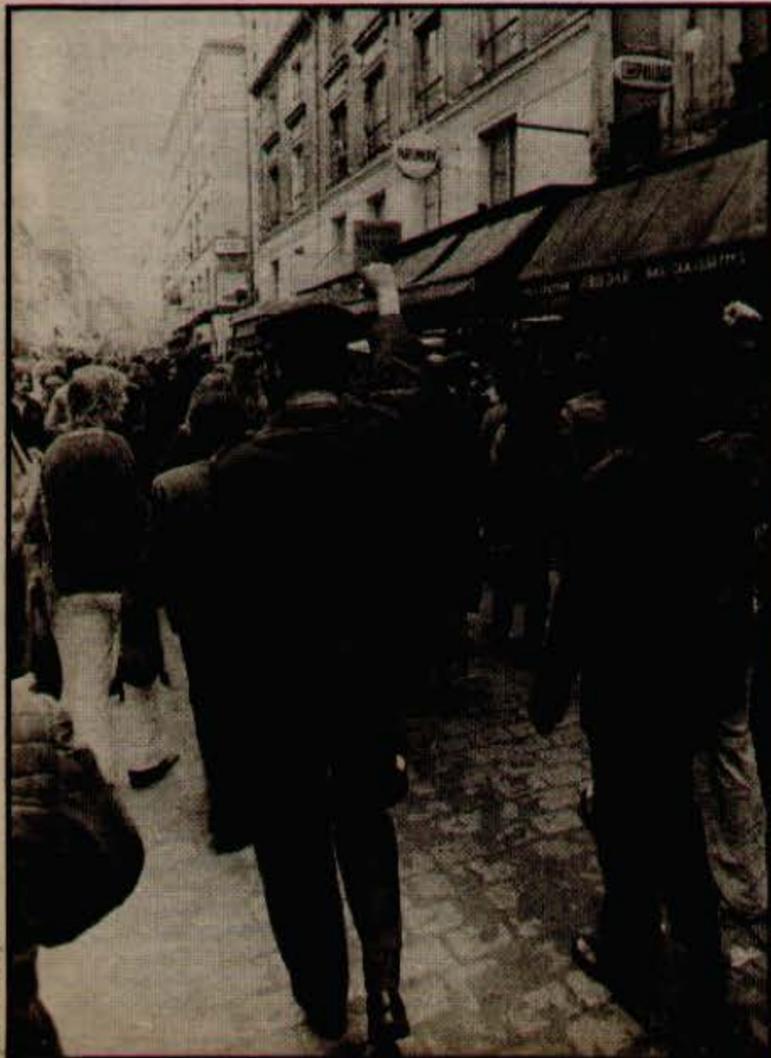
LA LIBRAIRIE ROUGE

C'est faire une économie (20 % réd.) mais c'est surtout un acte militant

- * Aux origines de la révolution permanente. Alain Brossat (28 F au lieu de 35 F)
- * Je travaille à l'asile d'aliénés. André Romieux (23,20 F au lieu de 29 F)
- * Moi une militante. Arlette Laguiller (15,20 F au lieu de 19 F)
- * Sur la question juive et le sionisme. Trotsky (4 F)
- * Où va la France? Trotsky (5 F au lieu de 8 F)
- * Juin 36. Danos et Gibelin, les 2 tomes 13 F au lieu de 16 F
- * Programme d'action de Rouge (3 F)
- * Questions sur la révolution. Alain Krivine (18 F au lieu de 22 F)
- * Ce que veut la Ligue Communiste (6,50 F au lieu de 8 F)

au 10 Impasse Guéméné Paris 4ème, à 200 m sur la droite, en prenant la rue St Antoine depuis la Bastille.

Pour les envois par la poste, rajouter 10 % de frais.



Dans la rue, le 1er mai

AIX : NEGRIERS ET ESCLAVAGISTES

7 travailleurs tures se sont mis en grève le 1^{er} mai et ont déposé plainte contre X au tribunal d'Aix. Ce qu'ils ont vécu, c'est un concentré de tous les trafics, de toute la surexploitation dont sont victimes les travailleurs immigrés.

On les a recrutés pour travailler en France, le pays des merveilles, contre la somme de 3000 F. Leur passeur, c'est le maire d'un village ture (Samandag). Son nom : A.M. Aslan. Bien introduit au ministère de l'intérieur, il leur a obtenu des passeports, et les a transportés grâce à une société « spécialisée », la Société Internationale d'Autocars. Après un périple « touristique » qui leur fait traverser la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Italie, ils sont introduits sous couvert d'échanges culturels France-Turquie : passés outre le « contingentement » du gouvernement Français, ils sont livrés à la botte des employeurs.

UN VERITABLE CAMP DE CONCENTRATION

Arrivés à Marseille, finies les promesses. 7 d'entre eux se retrouvent sur un chantier de la Fosette, près de Fos, appartenant à l'entreprise « Durance-Concassage » où — expliquent-ils — ils auraient été réceptionnés par le PDG, M. Jean-Paul Bernard et un autre personnage qui se serait présenté comme le neveu du préfet de Marseille. Pendant un mois, ils vont travailler 12 heures par jour d'affilée, avec une pause d'une demi-heure, 6 jours par semaine, nourris exclusivement de pain et de haricots blancs. Pas le droit de quitter le chantier (à 6 kilomètres de tout village), qu'ils doivent garder la nuit avec une Winchester prêtée par le patron. Dormant dans des préfabriqués, ils n'ont ni eau chaude, ni douche. Aucun ne parle français : pas un seul n'a de

contrat. Le patron ne se gêne pas. Après un mois de boulot, aucun n'a encore été payé. Seuls, deux d'entre eux ont reçu un acompte de 200 Francs.

DES QUESTIONS BRULANTES

Comment se fait-il que l'inspection du travail n'en ait rien su ? De quelles complicités ces trafiquants bénéficient-ils auprès de la préfecture ? Telles sont les questions que ces travailleurs ont posées, à la constitution à Aix du « comité de soutien », soutenu par le « comité de solidarité aux

travailleurs immigrés », l'Association aixoise d'aide aux migrants, le Mouvement d'Action judiciaire, l'UL CFDT et le FCR.

Le premier mai, ils étaient dans la rue à Aix avec leurs camarades immigrés.

Soutenez les travailleurs tures en grève !
CCP 5 312 41 MARSEILLE
SYLVIE DENOIX mention « travailleurs tures »

Correspondant.

- Note à tout le Personnel. -

Je rappelle, pour la dernière fois, que le travail débute le matin à 7 Heures -

Tout retard sera sanctionné par une diminution de la prime

Tarif 5 minutes de retard = 50F00
10 " " " " = 100F00
Etc - - - - -

Tes le 80/74

INTERVIEW D'UN MILITANT C.G.T.

« ...déjà, aux législatives j'ai voté Union de la gauche avec réticences... »

Pierre, n'est pas membre du FCR. Militant CGT actif, ayant animé une grève en mai 68, aujourd'hui élève infirmier à Bordeaux, il a accepté de répondre aux questions du « Quotidien Rouge ».

Que signifie pour toi l'Union de la gauche ?

Le programme commun symbolise un effort d'union au niveau des forces de gauche. Mais l'union de la gauche n'amènera pas le socialisme. Ils font l'alliance avec les radicaux de gauche, dans le même temps ils s'écartent de l'extrême-gauche. Le socialisme, oui, à condition qu'on le respecte, d'ailleurs le PS mène une politique de droite (voir depuis Guy Mollet).

Et le PC par rapport à l'Union de la gauche ?

Le PC est à gauche, incontestablement, dommage qu'il soit plus ou moins sous l'emprise du Kremlin (cf. sa position par rapport à la Tchécoslovaquie). Bien sûr, la droite s'en sert pour neutraliser la gauche par sa politique anti-communiste. De plus, le PC a une politique beaucoup trop pro-arabe par rapport à Israël. On le sent glisser sur sa droite peu à peu. Peut-on faire alliance avec le

PS ? Quand on sait que le PS n'a pas une politique de gauche. Est-ce de l'inconscience ? ou de la conscience ? Je crois que le PC est conscient et qu'il cautionne le PS.

Quelle sera selon toi, la situation en cas de victoire de Mitterrand ?

Je n'ai aucune confiance en Mitterrand et la situation à venir me fait peur. C'est la porte ouverte à la dictature. Si le PC respecte ses engagements, il sera obligé de se battre contre Mitterrand, la droite.

Sur le plan des luttes, la CGT se fera « couper le bec », elle ne pourra pas combattre une politique qu'elle a portée au pouvoir. La CFDT s'est coupée de ses origines catholiques et prend plus de distances par rapport à l'UG. Elle aura moins de difficultés. Le PC donc freinera les luttes, c'est certain. Encore si le programme commun était respecté, les luttes seraient plus « amicales » mais il ne sera pas respecté par Mitterrand. Et puis le socialisme avec les banquiers et les mêmes PDG qu'avant, impossible ! Les nationalisations ? Et Renault quest-ce-que ça change ?

Que penses-tu des révolutionnaires ?

Il est dommage qu'il y ait deux candidats. Alors que dans les luttes vous ne semblez pas divisés. Enfin, Arlette est à F.O. ! Néanmoins, il est bon que les révolutionnaires soient présents. Au début j'avais un peu peur des maoïstes qui mènent une politique pro-chinoise et je ne pense que ce soit l'idéal en Chine. En principe, jusqu'à présent, je votais PC. Mais déjà aux législatives j'ai voté Union de la gauche avec réticences, je l'ai fait quand même pour éviter ce qui me semblait être une bêtise.

Aux présidentielles, je vote Krivine au premier tour parce que le FCR applique le socialisme comme il doit être appliqué. Mais au second tour, je ne voterai pas Mitterrand pour les raisons énoncées plus haut. Ce n'est pas faire le jeu de la droite de s'absentir au second tour, parce que s'il doit y avoir un gouvernement de droite de toutes façons, à la limite, mieux vaut savoir à quoi s'en tenir. Je ne comprends pas la position des révolutionnaires par rapport à ce 2^{ème} tour, elle me semble fautive. Et si Mitterrand a très peu de voix en moins, lors du deuxième scrutin, ce sera peut-être grâce à vous qu'il sera président !

Et la candidature de Charles Piaget ?

La candidature de Piaget me semblait bonne, si l'expérience avait pu se réaliser. Dans ce cas, j'aurais voté Piaget. Cela aurait eu l'avantage de montrer deux politiques à gauche face au pouvoir.

ils ne respectent pas la trêve



LES ELEVES INFIRMIERES COMMUNIQUENT :

■ Depuis le mardi 30 avril 1974, 12 écoles d'infirmières de l'AP et l'école de radio de la Salpêtrière sont en grève.

La presse a fait récemment beaucoup de publicité sur toutes les propositions de Poniatowski sur la modernisation et l'humanisation des hôpitaux. Les élèves en grève dénoncent ces mensonges officiels et espèrent que la presse aura à cœur de rétablir les faits.

La « formation » des élèves se fait par des stages non formateurs, mais par des stages « bouche trou ». Nous manquons de locaux, de professeurs, de monitrices. Pendant 4 mois sur 28 mois d'études, nous aurons la responsabilité de salle et remplacerons gratuitement le personnel qui manque dans les services.

Les élèves en grève s'élèvent contre la misère des hôpitaux, la formation au rabais à laquelle on les contraint et l'indemnité qui leur est donnée (350 F par mois) en échange de 5 ans de contrat.

CAEN : L'HOPITAL BON SAUVEUR EN GREVE DEPUIS 2 SEMAINES

■ Le 16 mars s'est ouvert un nouveau service : le service St Thomas. 70 malades, aucun effectif supplémentaire n'est prévu. Ces malades — qui paient 120 F par jour — sont hébergés dans des locaux absolument immondes : plafond lézardé, pas d'eau chaude, 1 WC pour 70 malades !

Deux jours après, les travailleurs de St Joseph et St Thomas partent en grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications : augmentation des effectifs, réfection des locaux, paiement des heures de grève, prime de salissure de 13 points pour les membres du service (grabataires et incontinentes).

Tous les deux jours, une AG du personnel reconduit la grève.

Mardi dernier, c'est le personnel de nuit qui a déposé lui aussi, un préavis de grève. A leur tour, 21 veilleurs de nuit sur 23 se sont mis en grève totale. La seule issue — face au blocage persistant de la direction — c'est maintenant l'extension au reste de l'hôpital sur les mêmes revendications (13 points pour tous, amélioration des conditions de travail).

LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES A LA BNP : LA CAPITULATION NE PAIE PAS !

■ L'attitude qu'a eu la direction CGT, dans le conflit des banques est connue : freiner des 4 fers, et pousser à la reprise du travail par tous les moyens. Il y a une semaine, dans une brochure sur la grève, les militants de La Taupie Rouge des Banques écrivaient :

« A la BNP, la note sera lourde pour les capitulards ». La preuve vient d'en être faite avec les résultats des dernières élections. La CFDT obtient 33 % des voix (plus 4 %), la CGT 32,4 % (moins 2 %), la CFTC 14,5 % (moins 1,9 %), FO 11 % (moins 1 %), le SNB 9,1 % (plus 0,9 %). Dans le premier collège, la CFDT recueille 39,45 des voix (plus 77,4 %).

VINCENNES : LE PERSONNEL OCCUPE L'UNIVERSITE

■ Soutenus par les étudiants et les enseignants, une partie du personnel de l'université de Vincennes a occupé symboliquement la faculté pendant la nuit de jeudi.

BRINK'S FRANCE

■ Le travail a repris vendredi après 34 jours de grève.

LES FOYERS CASERNE DE LA NOUVELLE SOCIETE

■ 19 % d'augmentation des loyers au FJT du Grand Parc à Bordeaux en janvier. Aucune réparation n'a pourtant été faite depuis 7 ans que le foyer a été construit, les chambres sont minuscules, des douches ne marchent pas, des WC sont tout le temps bouchés et les repas coûtent 10 F. Quant au droit de visite, il n'en est pas question. Des notables de la municipalité de Bordeaux, qui siègent au conseil d'administration du foyer, donnent une idée de la nouvelle société de Chaban pour les jeunes. Depuis janvier, un groupe de résidents rassemble l'argent des foyers et le garde.

■ Le foyer Etats-Unis Lyon 8ème est en lutte. Après une augmentation des loyers de 40 % en 73, la direction voulait en rajouter 20 de plus.

Les 80 résidents concernés ont décidé de ne pas payer. La direction menace le 10 février d'expulser les grévistes. Un comité des résidents élitant un bureau se met en place, le 4 avril la manifestation dans le quartier est un succès. La direction recule sur l'expulsion mais veut vider les plus de 25 ans.

SAINT NAZAIRE : MANIFESTATION HIER A LA PREFECTURE

■ SEMM-SAMBRON, halte à la répression, non aux prétentions patronales, c'est sur ces mots d'ordre que les métallos de St Nazaire étaient appelés à manifester hier à 16 h leur solidarité :

Solidarité avec la SEMM : après trois mois de grève, les grilles demeurent fermées, malgré l'accord conclu. Marvy, le patron annonce une embauche échelonnée ; propose même à certains travailleurs d'aller travailler à Tournon dans l'Ardèche et refuse de payer les préavis de licenciement.

Solidarité avec SAMBRON : 13 travailleurs de cette usine doivent passer devant le Tribunal de St Nazaire pour une soi-disant séquestration de la direction qui remonte à... mars 73.

INSERM (MARSEILLE)

■ A l'appel des sections SGEN(CFDT), SNC(FEN), SNTRS(CGT), le personnel de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale a décidé en AG une journée de grève contre la promulgation d'un nouveau statut.

ROISSY CHARLES DE GAULLE : LES POSTIERS EN GREVE

■ Pour des indemnités de transport et de résidence, pour l'accroissement des effectifs, les postiers de l'aéroport se sont mis en grève au moins pour 24 heures.

Antilles : interview du GRS

Philippe Pierre Charles :

« La position de boycott nous paraît abstraite dans les conditions actuelles »

800.000 dans les TOM-DOM, les colonies françaises ; 800.000 voix que se disputent les candidats bourgeois et celui de la gauche. A ces assauts de démagogie, de trémolos tricolores, il fallait opposer celle des intéressés eux-mêmes. Notre camarade Pierre CHARLES de la direction du GRS (section antillaise de la IV^e Internationale) définit la position des marxistes révolutionnaires antillais devant l'échéance électorale.

Aux Antilles, dans des colonies françaises, les élections qu'est-ce que ça signifie ?

Les élections c'est d'abord un moment privilégié de mise en branle des appareils politiques « AUSSI BIEN DE CEUX DU POUVOIR COLONIAL QUE DE CEUX DE LA GAUCHE RÉFORMISTE ». Les partis réactionnaires qui, en Martinique par exemple, étaient terrés lors du mouvement populaire de février dernier, refont surface. Avec du fric, des journaux, des hommes de main, ils mènent une campagne anti-communiste axée sur la volonté de rester dans le cadre français. Quant aux partis de gauche, les partis réformistes comme le PC guadeloupéen et martiniquais ou le PPM, parti nationaliste martiniquais de Césaire, les élections, c'est leur activité essentielle. Les élections c'est aussi une période où s'organise une fraude extraordinaire. Mais depuis quelques temps, la vigilance populaire réussit à limiter cette fraude électorale. En tout cas pour la Martinique et la Guadeloupe, peut-être moins pour la Réunion. Avec ce vent électoral, nombreuses sont les choses passées sous la table. Ainsi, en Guadeloupe,

les luttes qui se dessinaient particulièrement dans la banane et le bâtiment n'ont pu susciter d'exemple, malgré la combativité, en raison de la mise en branle des élections. En Martinique, la répression qui frappe les travailleurs après les événements de février est, à la faveur des élections, mise au second plan par les partis de gauche traditionnels. Pour ces élections en particulier, la

pression électorale est encore plus forte : tous les partis constatent l'importance des 800.000 voix des TOM-DOM et envoient des pigeons voyageurs chez nous.

Le G.R.S. a exactement les mêmes consignes de vote pour ces élections que les marxistes-révolutionnaires français, ainsi, le Front Communiste Révolutionnaire vote Krivine au 1er tour, vote Mitterrand au second. Pourquoi ?

Notre position tient d'abord compte de la nature des organisations qui sont derrière Mitterrand : syndicats et partis ouvriers. D'autre part des possibilités que représente une victoire de Mitterrand pour le développement ultérieur des luttes, non seulement en France, mais aussi dans nos pays. Malgré toutes les limites de l'Union de la gauche sur les questions coloniales, une France avec Mitterrand ou une France avec Giscard ce n'est pas la même chose pour les travailleurs colonisés. Il s'est créé dans nos pays une forte illusion parmi les travailleurs politisés sur ce que peut apporter une victoire de Mitterrand. Nous, nous ne sommes pas dupes : nous savons bien que Mitterrand essaie de réaliser une opération politique bourgeoise et de se servir comme marche-pied des syndicats et partis ouvriers qui le soutiennent. Nous connaissons le passé de Mitterrand sur les questions coloniales : lui qui déclarait, en 1954, en tant que ministre de l'Intérieur, au début de la lutte de libération des algériens, qu'en Algérie, « la seule négociation, c'est la guerre ». Nous savons également que, si dans le programme commun,

il est question d'autodétermination pour les TOM-DOM, Mitterrand et l'Union de la gauche ont depuis opéré un recul, sous prétexte de mieux expliquer ce passage. Ce recul est lié à des pressions électorales des organisations de gauche sur place, les socialistes antillais et une fraction des socialistes réunionnais, ayant expliqué à Mitterrand que le programme commun pouvait être interprété comme une volonté de langage. « ET LE PC de son côté déclarait qu'il s'agit d'élire un président et non de voter sur un changement de statut. Ce recul recouvre de la part du PS une manœuvre assimilationniste, les tenants de l'Union de la gauche pensant que dans les conditions actuelles du suffrage universel dans nos pays, un vote ne peut donner qu'une majorité pour le maintien du cadre français. Il y aura donc eu un simulacre de consultation et on dira qu'il y aura eu autodétermination.

Mais, nous sommes conscients que le triomphe électorale de Mitterrand en France modifierait passablement la situation politique dans nos pays. Parce que la désillusion des travailleurs sera à la mesure de leurs illusions actuelles. L'accélération des luttes dans les colonies est absolument certaine dans le cas d'une victoire de Mitterrand. Les travailleurs ne tarderaient pas à exiger la satisfaction de revendications parfois vieilles de plus de 10 ans. Les marxistes-révolutionnaires ont donc des tâches décisives et surtout des possibilités d'influer sur le cours des événements en mettant en avant la revendication d'autodétermination à partir des luttes ouvrières, et non à partir d'un suffrage électorale bourgeois. Notre vote au premier tour pour Krivine est accompagné d'une campagne sur l'autodétermination sur les illusions que donne l'Union de la gauche dans les TOM-DOM, sur la préparation de l'après-mai 1974, sur notre programme indépendantiste et socialiste. C'est une campagne anti-électorale qui montre les limites de la voie des élections face à celle montrée par les luttes de janvier-février.

Mais une question se pose dans l'extrême-gauche française : tout en comprenant les conséquences d'une victoire de Mitterrand pour les travailleurs des colonies, la participation aux élections, au scrutin, n'est-elle pas contradictoire avec le mot d'ordre d'indépendance ? Ne sème-t-elle pas des illusions ? Une consigne de boycott n'aurait-elle pas permis une bataille éducative sur le refus du cadre institutionnel français ?

La position du boycott nous paraît abstraite dans les conditions actuelles. Une bataille éducative suppose que l'on puisse être sinon suivi, du moins écouté, y compris des gens

à qui l'on s'adresse. Ce qui n'aurait pas été le cas aux Antilles. L'assimilation y est très forte, le sentiment national y est faible comparé à d'autres colonies auparavant, je pense à l'Algérie, à l'Indochine. Si bien que les travailleurs qui ont montré une combativité exemplaire en 1974, qui continuent à la manifester, ces travailleurs sont réellement mobilisés par l'enjeu des élections présidentielles françaises. Un boycott qui ne nous permettrait pas de rendre plus ou moins ridicule la participation aux élections par un autre perspective, une lutte en cours, un autre pôle, ne serait qu'une vague abstention faisant passer sous la table les révolutionnaires, ne les rendant pas crédibles. L'abstention ne serait pas une attitude active, elle ne permettrait pas aux travailleurs les plus avancés de s'affirmer positivement, de se compter — même si le résultat des élections ne donne qu'une image déformée de notre influence.

Ceux qui s'abstiendraient aux Antilles, seront les clans bourgeois qui, paniqués par la division de la droite française, n'arrivent pas à déterminer entre CHABAN-LA-PESTE et GISCARD-le-CHOLERA.

Aux Antilles aussi, il y a un affrontement de classe, même déformé, même dévoyé, qui s'exprime au travers des élections. Et les travailleurs savent très bien que nos consignes de vote ne signifient aucunement une acceptation du cadre institutionnel français. En tout état de cause, notre consigne est pour cette élection présidentielle, compte tenu d'une situation concrète. Dans une autre situation politique, elle serait probablement autre.

Tu es ici, pour participer pendant quelques jours à la campagne du F.C.R. Tu as pris la parole au meeting du Palais des sports, lundi dernier, ainsi que lors de l'émission télévisée d'Alain Krivine de mardi dernier. Au même moment, J.P. Beauvais, du Bureau politique du F.C.R., est en Martinique à l'invitation du G.R.S. Quel est le sens de ces voyages ?

Ils s'inscrivent dans le cadre de l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire tout le contraire d'un cadre électorale. La venue de Beauvais était planifiée (avant la mort de Pompidou) pour organiser la participation des marxistes-révolutionnaires français au 1^{er} mai avec nous aux Antilles. Quant à ma présence ici, elle nous semble extrêmement importante : un élément nouveau en France par rapport aux colonies étant l'existence d'une avant-garde révolutionnaire capable de mener une agitation anti-colonialiste au cœur de la métropole impérialiste. Concrètement, en février 1974, ce fut d'une grande importance pour déjouer les manœuvres répressives du gouvernement contre nous.

Italie

LES BRIGADES ROUGES

Aucune nouvelle du procureur Sossi enlevé à Gênes il y a deux semaines par un commando se réclame des « brigades rouges » afin de le faire passer devant un « tribunal révolutionnaire ». Deux nouvelles actions signées de l'étoile à cinq branches inscrite dans un cercle — symbole de l'organisation fantôme — ont été menées dans la journée de jeudi. A Turin, jeudi, les « brigades rouges » ont attaqué le secrétariat d'un député de la démocratie chrétienne, pendant qu'à Milan c'était le local du « comité de résistance démocratique » qui était visé. A chaque fois, le commando a mis à sac les locaux et volé les fichiers qui s'y trouvaient. Le « comité de résistance démocratique » qui travaillait en liaison avec certains membres des services secrets des Etats Unis, est dirigé par Edgardo SOGNO, bien connu dans les années 50 pour avoir dirigé la plus scandaleuse campagne anti-communiste en Italie.

Qui sont les « brigades rouges » ? Au début, il s'agissait d'un groupe de jeunes militants — étudiants et ouvriers — qui pensaient que l'avant-garde avait épuisé les ressources que lui offrait la légalité bourgeoise et qui s'étaient investis dans des actions minoritaires, plus particulièrement les attaques de banques. Il y a deux ans, les « brigades rouges » ont dénoncé une tentative de pénétration de militants fascistes au sein de leur groupe. Après l'expulsion et la dénonciation publique des éléments fascistes infiltrés, les « brigades rouges » reprirent leurs initiatives.

Aujourd'hui, il est difficile de dire quelles actions sont effectivement accomplies par les « brigades rouges » et quelles sont celles effectuées par la droite ou par la police secrète afin de se rallier la petite bourgeoisie. L'attitude réformiste des principaux groupes de la gauche consiste à dénoncer à tout propos les provocations fascistes. Il est vrai que l'action des « brigades rouges » part d'une analyse complètement fautive de la situation politique italienne, à savoir l'épuisement de la capacité du mouvement de masse à s'opposer au développement de l'Etat fort. Les actions qui découlent de cette analyse sont à tout coup exploitées par la droite et les groupes fascistes. Mais il ne faut jamais oublier qu'entre ultra-gauchisme et fascisme il y a un abîme fondamental que nul ne peut se permettre de franchir. Pour les révolutionnaires, il ne saurait en être question : nous laissons les amalgames aux réformistes.

Correspondant Bandiera Rossa

DECLARATION DU COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES BRESILIENS

La semaine dernière dans la seule ville de Sao Paulo, ont été arrêtées 33 personnes liées au milieu universitaire : étudiants, professeurs, intellectuels. Ce fait serait passé inaperçu si le nombre de personnes arrêtées simultanément n'avait été si grand. Les emprisonnements arbitraires sont devenus un événement commun. Aussi commun que méconnu. Des milliers de jeunes étudiants, intellectuels et ouvriers sont dans les geôles du pays, torturés, morts. La presse n'en souffle mot. L'énorme contrôle policier imposé au pays aujourd'hui interdit toute manifestation du peuple brésilien, qui n'a pourtant pas perdu toute habitude de douter, d'exprimer ses idées, de montrer ouvertement son désaccord avec un régime qui sévit depuis plus de 10 ans.

Aujourd'hui, la presse est étroitement surveillée. Les étudiants sont emprisonnés et torturés. Les intellectuels ne peuvent présenter leurs œuvres au public. Les travailleurs ne peuvent revendiquer d'augmentations : il se produit en ce moment des arrestations en masse dans les milieux syndicaux. La liberté syndicale est une farce. Toute opposition conduit aux prisons et aux tortures.

« Le Brésil se développe et n'a jamais connu une telle démocratie » disent les gouvernants du pays. Le peuple a faim et voit ses salaires diminuer de façon terrible, d'autant plus que le prix des produits alimentaires augmente. Le gouvernement prétend que le coût de la vie a augmenté de 13 %, il s'agit en fait de 30 %.

Toute la pratique des derniers gouvernements, y compris le « nouveau » qui n'a de nouveau que le nom du président, est fondée sur la surexploitation, le maintien des bas salaires et l'augmentation énorme des profits des entreprises. Une grande partie de la production est exportée. La ménagère brésilienne ne trouve pas de viande dans les super-marchés alors que les éleveurs, pour faire de plus grands profits, vendent le bétail à l'étranger, avec la bénédiction du gouvernement. Et ce n'est qu'un exemple.

Dans une telle situation, le mécontentement du peuple brésilien est grand et tente de se manifester. Ce qui ne fait que multiplier le nombre des emprisonnements.

Devant de tels faits, nous, étudiants et parents des emprisonnés politiques, représentants de l'Eglise, du MDB, du barreau, réunis en assemblée à l'Université de St Paul, avons décidé de créer un

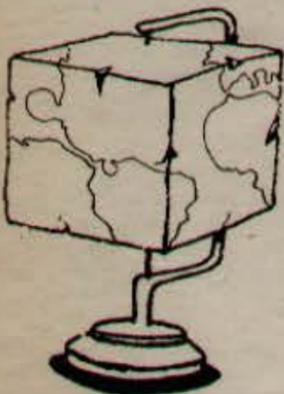
COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES BRESILIENS. Cette organisation comprend des étudiants, des parents, des religieux, des représentants du MDB, des avocats et est ouverte à d'autres secteurs de la population.

Les objectifs du comité sont :

- 1) Informer de tout emprisonnement arbitraire ; cette information est importante dans la mesure où elle contribue à la sauvegarde physique des détenus ;
- 2) Faire connaître le nombre et la situation des prisonniers politiques du pays ;
- 3) Prendre en charge l'assistance juridique ;
- 4) Assurer une aide aux familles des détenus.

CONDAMNATIONS A ATHENES

Un musicien grec qui avait le 1er avril, improvisé, sur un air de Mikis Theodorakis, ces paroles : « Les fascistes nous jettent en prison, craignez les fascistes », a été condamné à cinq mois de prison par le tribunal d'exception d'Athènes. Quinze autres personnes ont été condamnées par ce même tribunal pour insultes, port d'arme illégale, infraction à la législation sur les prix et possession de radio-pirate.



aux quatre coins

ILS NE VOTERONT PAS DIMANCHE

Le lycée technique de Clichy : un grand bâtiment qui ne se distingue en rien des HLM qui l'entourent. Mais ce n'est pas seulement un lycée technique car il regroupe en son sein, outre le lycée lui-même, un CET, un deuxième cycle de C, une classe de prépas, une école de techniciens et une école d'ingénieurs. En tout, un peu plus de mille élèves, lycéens, étudiants. De ce fait, le CET n'a rien d'un « CET-caserne » comme le sont tous les autres et la discipline y est assez libre. Il reste cependant le rythme intense des études : trente-huit heures de cours, dont seize d'atelier.

« ON A ETE VOIR LES BANQUES »

A l'heure du déjeuner, tous les cafés du coin sont pris d'assaut par une foule de jeunes, avides de détente et de liberté. Assis autour d'une table, trois lycéens, Jean-Luc, Marc et Jean-Yves, ainsi que deux élèves du CET : Jean-Louis et Jean-Pierre. Aucun n'a plus de dix-huit ans. La discussion s'engage A PROPOS DE LA MOBILISATION du deuxième trimestre contre la loi Royer et la réforme Fontanet.

Jean-Luc : « L'an dernier, contre la loi Debré, le lycée s'y est mis d'un seul coup. Cette année les gars du CET nous ont pris de vitesse. Tout au long du mouvement ce sont eux qui ont véritablement animé la mobilisation ».

Jean-Pierre : « Cette année on était véritablement concernés. Alors on s'y est mis très vite. On a mis en place des commissions ; au lieu de rester chez eux, les copains venaient tous les jours au bahut ».

Pendant la grève des banques, le CET a délégué quelques uns des élèves pour aller voir les grévistes du Crédit Lyonnais à Clichy et les inviter à venir discuter avec eux, au cours d'une assemblée générale.

Mais aujourd'hui le mouvement est fini. Les vacances et les examens de fin d'année (qui se passent fin mai, début juin) lui ont été fatals.

Jean-Louis : « Même ceux qui en voulaient le plus, qui s'étaient mobilisés les premiers, aujourd'hui, sont rentrés dans le rang ».

Jean-Luc : « On a bien tenté de



remettre ça avec les dix pour cent, mais sur trois classes qu'on a touchées, y en a pas une qui ait marché véritablement ».

Marc : « Forcément, avec la mort de Pompidou, nos problèmes ont perdu de l'importance ».

« ROYER, NOUS ON CONNAISSAIT DÉJÀ »

Les préoccupations politiques ne se sont pas évanouies pour autant. Sur place, toutes les discussions tournent autour des élections. Dans le CET, les choix sont faits depuis le début.

Jean-Pierre : « Pas un gars qui voterait pour la droite. Même ceux qui étaient contre la grève disent tous qu'ils voteront à gauche ».

Jean-Luc : « Royer, nous, on savait déjà qui c'était. C'est sur-

tout les parents qui ont été surpris. Ils ont bien compris pourquoi on s'était battus ».

Élément significatif, aucun d'entre eux ne parle jamais de « voter Mitterrand ». Il n'est question que de « voter à gauche ». Pourtant, au sein même du bahut, l'UNCAL ne fait pas recette. Depuis le début du mouvement, ils sont pratiquement exclus de la vie politique du lycée.

Jean-Yves : « Chez nous, en gros, il y a trois tendances. Ceux qui de toute façon, ne voteraient pas (élections trahison !), ceux qui voteraient Mitterrand et ceux qui voteraient révolutionnaire. Ça fait des engueulades à n'en plus finir. Heureusement, tout le monde se retrouve pour cogner sur Royer, Giscard et Chaban ».

La campagne des révolutionnaires est passé pour ainsi dire

inaperçue dans le CET. On n'en parle guère si ce n'est pour exprimer son incompréhension. Seul Jean-Louis a la télé chez lui. Il n'a pas vu Krivine mais il a vu Arlette. Cependant, comme il a participé à la coordination des CET, où il a vu les militants de L.O. « à l'œuvre », il ne lui fait pas confiance.

« MAI 68 : MON PERE A FAIT GREVE UN MOIS »

Pourquoi — s'ils votaient — voteraient-ils « à gauche » ? La réponse n'est pas très claire. La volonté de changement y entre au moins pour autant que l'appartenance de classe. « Les parents aussi votent à gauche ». Ce qui changerait, ils n'en savent trop rien. Mais ce qui ne changerait pas si la droite restait, cela ils le savent. Pourtant Jean-Pierre ne comprend pas

pourquoi il faudrait conserver l'armée. « Au fond, si l'armée doit bouger, il y a peu de chance que ce soit pour faire la même chose qu'au Portugal. C'est plutôt au Chili que ça risque de ressembler ». Si la gauche l'emporte, ils ne savent pas ce que cela leur apportera, ce que deviendront leurs revendications. « Les gars du PC n'en parlent jamais ». Mais si c'est la droite qui l'emporte, alors « on reprendra comme avant les vacances. Malgré les examens. La loi Royer, c'est sûrement pas Giscard qui la retirera. Et cette fois, on ira jusqu'au bout ».

Un nouveau Mai 68 ? Peut-être. Ils n'osent l'affirmer car ils ne savent pas très bien ce que c'était. A l'époque, ils avaient entre dix et douze ans. « 68 pour moi, dit Jean-Louis, c'est l'année où mon père a fait grève pendant un mois. Alors on n'est pas parti en vacances ».

COMMUNIQUE DU GROUPE DES FOULARDS ROUGES DE NOUVELLE CALEDONIE

Le Groupe des Foulards Rouges de Nouvelle Calédonie informe l'opinion française et mondiale qu'il appelle ses militants, sympathisants et le peuple calédonien à s'abstenir au premier tour des élections présidentielles. Cette décision découle de l'analyse de la situation politique, économique, sociale et culturelle. Une situation scandaleuse au bout de 119 ans de colonisation française, qui se traduit par le génocide culturel, l'exploitation à outrance de nos ressources naturelles au profit des capitalistes français.

Par l'abstention, nous affirmons avec force notre désaccord de laisser à Chaban, Giscard et Mitterrand le soin de disposer de notre avenir et de notre vie.

Depuis septembre 69, nous combattons avec détermination les colonialistes responsables de la spolia-

tion, du vol des terres canaques et de la misère sous toutes ses formes qui accable le peuple calédonien.

Aujourd'hui encore, nous luttons contre l'Etat policier pompidolien qui sévit dans notre pays, contre l'intimidation, la répression, l'accroissement massif des effectifs policiers et militaires outre-mer et particulièrement en Nouvelle Calédonie.

Il n'est donc pas question pour nous de voter Chaban, ni Giscard, car nous savons pertinemment qu'ils ont servi pendant 15 ans ceux qui nous exploitent.

En ce qui concerne le candidat Mitterrand, nous ne pouvons oublier sa position en faveur de l'Algérie française ainsi que sa participation aux nombreux gouvernements qui n'ont pas su tenir compte des aspirations légitimes du peuple calédonien.

CAPITALISTES FRANCAIS A SAIGON

Les sections syndicales CGT et CFDT du BDPA (Bureau pour le Développement de la Production Agricole) protestent contre le départ d'une mission de cet organisme à Saigon avec intérêts privés français.

Lors d'une réunion avec les délégués du personnel et des membres du Comité d'Entreprise, le directeur général a fait état de « mutations nécessaires ». A la suite d'une mission d'étude du CNPF à Saigon, le BDPA a décidé la création d'un bureau permanent de conseil auprès de Thieu.

Le BDPA a déjà envoyé un agent formateur au Chili, des missions de prospection au Brésil, au Cambodge, à Haïti.

Le moins qu'on puisse dire est qu'il se montre sélectif dans la « réorientation de ses activités hors de ses zones traditionnelles d'intervention ».

Ignorerait-on à la direction du BDPA, l'existence d'un accord reconnaissant également le GRP et Thieu ?

encore
chaud



AGRESSIONS A NANCY

■ Deux jeunes militants de l'Union des Etudiants Juifs de France qui collaient des affiches en faveur de Mitterrand ont été agressés le 2 mai par des « inconnus ». L'un d'eux, atteint d'un traumatisme crânien a été maintenu en observation à l'hôpital. Déjà, des militants du FCR avaient été attaqués par des nerfs en treillis et n'avaient dû leur salut qu'à la fuite. Plainte a été déposée. A la police de retrouver ces individus de SAC et de cordes.

MARCHAIS : CONTROLE OUVRIER OU PROMESSE ELECTORALE

■ S'adressant aux ouvriers de Renault à Boulogne-Billancourt, Georges Marchais a annoncé : « demain dans les entreprises nationalisées, les travailleurs auront voix au chapitre ».

Leurs représentants élus siègeront dans le conseil d'administration pas sur un simple strapontin mais avec une autorité importante et reconnue. Ils disposeront des éléments nécessaires au contrôle des conditions et aux résultats de leur travail. Ils interviendront pour la détermination des objectifs de production, l'élaboration du programme, le choix des moyens techniques et finan-

ciers. En un mot, ils joueront un rôle responsable ».

Marchais ne précise pas comment ces délégués seront élus, ni s'ils seront révocables, ni encore s'ils seront majoritaires au conseil d'administration. Mais il fallait bien à la veille du scrutin, surtout chez Renault où la nationalisation n'a pas précisément engendré le contrôle ouvrier, faire de vagues promesses. Il est bon de ne pas les oublier afin de mieux les lui rappeler quand il sera ministre.

PRISON: UN SUICIDE A AURILLAC

■ Edmond DALLAT, âgé de 21 ans, détenu à la maison d'arrêt d'Aurillac, devait comparaître le 21 mai devant les Assises. Il est décédé au centre hospitalier après avoir été trouvé inanimé dans sa cellule. Il s'agissait d'un suicide par absorption de barbituriques ou de produits toxiques.

AMNISTIE DES DESERTEURS PORTUGAIS

■ La junte portugaise a pris un décret d'amnistie des déserteurs. C'était une des revendications avancées par les manifestants du 1er mai. Les jeunes portugais qui ont quitté le pays, refusant d'accomplir leur service militaire « pour des motifs de nature idéologique ou politique » sont amnistiés.

Toutefois cette mesure reste partielle, elle ne concerne pas les cas de désertion devant l'ennemi ; c'est à dire tout simplement les soldats qui ont refusé de participer aux massacres perpétrés par l'armée coloniale.

Dans un communiqué, un groupe de déserteurs et insoumis rentrés à Lisbonne affirme « qu'il n'y aura pas d'amnistie effective autre que la fin de toute opération militaire ».

Ils réaffirment leur position de 1961 de refuser l'incorporation dans l'armée portugaise, et toute mobilisation pour les opérations en Afrique.

En cela ils rejoignent les déclarations du PAIGC et du FRELIMO qui soulignent que la démocratisation de la vie politique risque de couvrir une poursuite de la guerre.

« L'ACTION » ET « L'OEUVRE » FRANÇAISES

■ L'organisation royaliste « Action Française » appelle, dans un communiqué, ses sympathisants à voter pour Jean Royer.

Le communiqué indique que « rien ne lie l'Action Française à M. Jean Royer » qui est « le seul candidat qui a le mérite de défendre les valeurs morales et spirituelles de notre civilisation ».

Par ailleurs « l'Oeuvre Française », présidée par Pierre Sidos, appelle également à voter Royer

le quotidien
ROUGE

10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication :
Daniel Bensaid